

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION DES ARCHIVES

CENTRE DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES DE NANTES

Mandat de la France en Syrie et au Liban

Haut-commissariat de la République française
en Syrie et au Liban :
Service législation-justice-contentieux puis service
juridique

1918-1953



1SL/250

83 articles ; 11 ml

Répertoire numérique détaillé
Nantes, mars 2012

Illustration de la couverture : timbre du Haut-commissariat et signature d'Antoine Mazas, conseiller législatif entre 1929 et 1940.

Introduction

CONTEXTE

Origine

Les archives décrites dans le présent instrument de recherche ont été produites par le Service législation-justice-contentieux (devenu Service juridique en 1944) du haut-commissariat de la République française en Syrie et au Liban puis de la délégation générale de France (libre puis combattante) au Levant.

Histoire administrative

Le service législatif a été créé dès les premiers temps de l'installation d'une autorité française au Levant. En 1920, il existe déjà au sein de l'administration de la zone ouest des territoires ennemis occupés (TEO) des postes de conseiller législatif, conseiller judiciaire, et un bureau du contentieux. Les deux attributions « législation » et « contentieux » sont fusionnées en un seul service par l'arrêté no 953 (15 juillet 1921); le service de la justice, bien que rattaché au service des études législatives et du contentieux, a lui aussi son chef de service.

Le service législatif est un élément essentiel de la politique mandataire de la France au Levant. Il dépend administrativement du secrétariat général du haut-commissariat puis de celui de la délégation générale de France au Levant. Parmi les attributions de ce service figurent l'élaboration et l'établissement de textes législatifs pour le compte du haut-commissariat (puis de la délégation générale) et la rédaction des textes réglementaires des gouvernements des États du Levant soumis au visa du haut-commissaire. Le service est consulté par l'ensemble des services du haut-commissariat sur des points juridiques. C'est également ce service qui étudie les diverses requêtes adressées au haut-commissariat en matière de justice et de contentieux administratif et judiciaire et qui est directement concerné par toutes les affaires mettant en cause l'administration française au Levant.

Jusqu'en 1944, l'intitulé exact est « Service législation - justice - contentieux ». Le service est dirigé par le conseiller législatif, assisté par des secrétaires et dactylographes, le volet « justice » étant assuré par un conseiller judiciaire (par exemple M. Arène en 1924, M. Astre en 1925, suivis de M. Aveillé). Plusieurs personnes se succèdent au poste de conseiller législatif entre 1920 et 1929 (dont Jacques Comolet-Tirman et Maxime Nicolas); entre 1929 et 1940, c'est Antoine Mazas, directeur de l'École de droit de Beyrouth, qui dirige le service. En fonctions au Levant à partir de 1931, Jean Chabert assiste A. Mazas en qualité d'adjoint du conseiller législatif. À partir de février 1941 et jusqu'en octobre 1941, Benoît Arène occupe le poste de conseiller législatif avant de décider de mettre un terme à cette fonction et de retourner à son poste de directeur du tribunal mixte de Beyrouth.

Entre-temps, de grands changements sont intervenus dans la situation de la France en Syrie puisque, après l'armistice de Saint-Jean d'Acre le 14 juillet 1941, le général Dentz, haut-commissaire nommé par Vichy, a été remplacé par un représentant de la France libre. Désormais on ne parle plus de haut-commissaire mais de délégué général et plénipotentiaire de la France au Levant. Le premier à exercer cette fonction est le général Catroux, nommé par le général de Gaulle en juin 1941. Suite au départ de M. Arène en octobre 1941, M. Chabert assure l'intérim avant d'être finalement désigné conseiller législatif (arrêté du 14 août 1942).

Par décision du 19 février 1944, le poste de conseiller législatif est transformé en poste

de conseiller juridique (M.Chabert avait suggéré ce changement en le justifiant par la baisse des compétences législatives incombant désormais au délégué général).

Au départ des dernières troupes françaises du Levant subsiste un groupe restreint de personnes ayant appartenu aux services de la délégation générale de France au Levant. Celles-ci travaillent désormais pour le compte de l'Office de gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la délégation générale de France au Levant (office placé sous l'autorité des ministres de France en Syrie et au Liban et officiellement créé le 1er septembre 1946 par un arrêté du 6 septembre). M.Chabert fait partie de ceux qui poursuivent leur mission au Levant. Il est désormais le conseiller juridique de l'office de gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la délégation générale de France au Levant. Cet office est dissout en juillet 1947 mais la mission de son directeur perdure au sein de la légation de France au Liban.

Archives intégrées au service législatif en 1940 et 1941

En novembre 1940, est rattaché au service législatif l'inspection du contrôle des wakfs et de l'immatriculation foncière (classement séparé; voir répertoire numérique des papiers Gennardi, services fonciers et inspection du contrôle des wakfs : 1SL/251). En 1941, c'est l'Office pour la protection commerciale, industrielle, artistique et littéraire qui intègre le service législatif. Jusque-là, cet office, réorganisé en 1923, dépendait administrativement des services d'intérêts communs dirigés par M.Bériel. Au départ en retraite de M.Bériel, il fut dans un premier temps rattaché au service des affaires économiques (en octobre 1940), avant d'échoir au service législatif en février 1941. M.Chabert tenait à garder cet office le plus longtemps possible sous contrôle de la délégation générale plutôt que de le transférer rapidement aux États, ceci pour diverses raisons dont celle de la défense des intérêts français.

Archives associées à celles du service législatif

Le conseiller législatif avait, en plus de sa mission principale au service législatif, un rôle de représentation de l'administration française. C'est ainsi qu'il est, par exemple, membre du tribunal des conflits. Or il arrive que des documents qui émanent de ces missions parallèles entrent dans les archives générale du service. Par exemple, à partir de 1939, M.Chabert, alors conseiller adjoint, assure les fonctions de président de la commission du contentieux des véhicules réquisitionnés, ce qui explique la présence de ces archives à côté de celles du service législatif (voir répertoire numérique des archives de la commission du contentieux des véhicules réquisitionnés : 1SL/252).

Histoire de la conservation

Au printemps 1945, M. Jean Sauvaget dresse un rapport sur les archives des postes diplomatiques suivant : Alep, Beyrouth, Damas et Tripoli de Syrie. Il conclut qu'il est seulement nécessaire d'établir un inventaire mais qu'aucune mesure conservatoire immédiate ne s'impose. Lors d'une nouvelle inspection des archives du consulat général de France à Beyrouth en juin 1963, on envisage de les rapatrier en France car les conditions de conservations se sont détériorées et menacent l'intégrité des documents. Cependant, un obstacle majeur retarde l'échéance du rapatriement : le manque de place de stockage dans les locaux du ministère des Affaires étrangères. En 1967, à Nantes, un ancien parc à fourrage de la gendarmerie est transformé en dépôt pour accueillir à la fois les archives rapatriées des ambassades, consulats, services culturels et de coopération de la France à l'étranger, et les fonds historiques désormais clos des protectorats français (Maroc, Tunisie) et du mandat (Syrie-Liban). Mme Marie-Victoire Duval, conservateur-archiviste, est envoyée à Beyrouth pour trier, inventorier et conditionner les archives du mandat français en vue de leur rapatriement

à Nantes. Le premier versement a lieu en 1969.

Un répertoire numérique des archives du service juridique est établi à Nantes par M. Lebreton après le rapatriement de 1969.

Modalités d'entrée

Versement administratif de l'ambassade de France au Liban, premier versement des archives du mandat, 1969

CONTENU ET STRUCTURE

Présentation du contenu

Les changements fréquents dans le personnel affecté au service législatif dans les dix premières années du mandat, puis le manque de discernement dans la répartition des tâches dévolues à chacun dans les dernières années (dû à un manque de personnel et à des réorganisations constantes) expliquent le manque de cohérence interne de certains dossiers et sous-dossiers rassemblés sous un même thème. Un dossier était ouvert par une personne et clos par une autre; on rassemblait sous un thème existant des dossiers totalement différents (par exemple le thème « ravitaillement » recouvre une affaire datant du début du mandat et le reste du thème est le ravitaillement proprement dit tel qu'il a été instauré pendant la Seconde Guerre mondiale). Il ressort de ce classement un décalage entre le premier classement établi entre la période 1920-1930 et celui de la fin du mandat qui était celui dans lequel ce fonds se trouvait avant toute intervention archivistique.

Tris, éliminations, sort final

Le tri effectué dans la structure interne des dossiers déjà constitués a été minimal puisque, globalement, le classement chronologique des documents était en ordre. Il a simplement été ajouté des pochettes de sous-dossiers lorsque la compréhension des dossiers le nécessitait, et créé des dossiers pour les quelques archives qui se trouvaient déposées « en vrac » dans les cartons. Seules les archives présentes en double exemplaire ont été éliminées.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement

À l'époque du mandat, ces archives ont été classées de manière alphabétique. C'est donc ce mode de classement qui a été conservé. Toutefois, une partie des cartons attribués au service législatif échappait à ce classement. Plutôt que de diviser le fonds en deux ensembles, il a été décidé d'intégrer dans le classement alphabétique les dossiers conservés sans ordre apparent, en les incluant dans des thèmes existant, en recréant des thèmes qui étaient présents dans un premier classement (datant de 1929 environ), ou en créant de nouveaux thèmes quand cela fut nécessaire.

Concernant l'ordre interne des dossiers, soit les pièces, soit les articles ont été numérotés à l'époque du mandat. L'ordre de classement est chronologique au sein d'un même sous-dossier, mais lorsqu'un thème a été abordé à différentes périodes du mandat, les dates extrêmes des dossiers se chevauchent. Le classement interne de certains dossiers les rend très faciles d'accès pour le chercheur puisque il existe des sous-dossiers traitant un aspect précis (c'est par exemple le cas d'un dossier du thème «

Ravitaillement »), mais rares sont les dossiers très structurés. Lorsque la correspondance est relative à des requêtes et que le classement par année a été choisi, cela implique la dispersion des archives se rapportant à une même affaire.

Les archives de M.Gennardi concernant les services fonciers et l'inspection du contrôle des wakfs musulmans (1SL/251) ont été classées à part pour plus de visibilité et afin de mettre en relief une gestion qui a été totalement distincte de celle du service législatif pendant près de vingt ans. La commission du contentieux des véhicules réquisitionnés (1SL/252) étant distincte du service législatif, ses archives ont été, elles aussi, classées séparément. Il est apparu, au cours du classement, que deux autres producteurs figuraient dans ces archives sans avoir de lien avec le service législatif : le conseiller au ravitaillement du ministère du Ravitaillement de la République syrienne, d'une part, et le service des biens français de la délégation de France au Liban, d'autre part. Les archives du premier (5SL/20/1) ont été classées dans les archives du mandat mais en dehors des archives du haut-commissariat ; quant aux archives du second, elles ont été intégrées dans les archives de l'ambassade de France au Liban (91PO/A/146-147).

CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

Conditions d'accès

Archives publiques. Quelques articles réservés conformément au Code du patrimoine.

Conditions de reproduction

Libre reproduction pour un usage personnel.

Langue et écriture des documents

Français, arabe, anglais.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Dans les archives diplomatiques, voir :

- au CADN :
 - * fonds du mandat Syrie - Liban (1SL et 2SL)
 - * fonds de l'ambassade de France au Liban (Beyrouth, séries A et B; 91 PO/A et 91 PO/B) et consulat de France à Beyrouth (série B; 92PO/B).
 - * fonds de l'ambassade de France en Syrie (Damas, série C; 188 PO/C) et consulat de France à Damas (189 PO/1).
- à La Courneuve :
 - * Affaires politiques : Série E Levant (Syrie - Liban 1918-1940)
 - * Afrique et Levant (1944-1972)

NOTES

Notes

Anciennes cotes : Mandat Syrie-Liban, service juridique, 1SL/1V/2851 à 2963

CONTROLE DE LA DESCRIPTION

Le classement, la description et le répertoire numérique ont été réalisé par Marie Prigent, stagiaire, sous la direction de M. Damien Heurtebise, conservateur en chef du patrimoine, mars 2012.

Sommaire

Lettre A	1SL/250/1-8
Lettre B	1SL/250/8-11
Lettre C	1SL/250/12-22
Lettre D	1SL/250/23-26
Lettre E	1SL/250/27-30
Lettre F	1SL/250/31-33
Lettre G	1SL/250/34-35
Lettre H	1SL/250/36-
Lettre I	1SL/250/36-37
Lettre J	1SL/250/37-42
Lettre L	1SL/250/43-44
Lettre M	1SL/250/45-48
Lettre N	1SL/250/49-53
Lettre O	1SL/250/53-56
Lettre P	1SL/250/56-61
Lettre R	1SL/250/61-68
Lettre S	1SL/250/69-75
Lettre T	1SL/250/75-81
Lettres U, V, W, Z	1SL/250/82-83

	Accords ¹
1SL/250/1	Accords franco-britanniques de San Remo (copie du texte de 1920; 1933). Accord pour la transmission des actes judiciaires avec la Transjordanie (1926-1928). Accords entre la Turquie et la Syrie (1932-1942). Accord commercial avec le Brésil (1933). Accord Franco-iranien relatif à l'accès des ressortissants d'Iran aux Tribunaux mixtes (1935). Accord entre Turquie-Syrie-Liban pour l'échange des actes judiciaires (1937). Accords commerciaux entre États du Levant sous mandat français et le Reich allemand (1937). Accords de Mitylène (1938). Accord concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen-Orient (1941). Accord financier franco-britannique (1944). 1926-1944
	Actes judiciaires et frais judiciaires Exonération des taxes judiciaires en faveur du haut-commissariat et de la délégation générale ou de l'armée. Accord pour l'échange des actes judiciaires. 1928-1945
	Actes législatif Actes législatifs et réglementaires du haut-commissaire et du délégué général : chrono des arrêtés vol. XX de A. 1 à 177 (1938), notes (1945). Actes législatifs et réglementaires de la République syrienne (1934-1941). Actes législatifs et réglementaires de la République libanaise : journal officiel (1944). 1934-1945
1SL/250/2	Acquisition d'immeubles Dossier de principe (1924-1943). Acquisition d'immeubles par les étrangers, législation Syrie-Liban (1942-1944), registre des demandes no 1 à 190 avec avis de la sureté générale et décisions prises (1941-1942), requêtes (1942-1943). 1924-1943
	Adana Acquisition d'immeubles par l'État français. Expertise des pavillons construits par la Société française d'entreprises à Adana : correspondance, coupe d'un plancher. 1923-1927
	Affaires économiques Saisie de produits syriens-libanais, répression des fraudes, demande de factures, taxes. Rapports du Bureau de statistique et d'études économiques de la délégation générale sur la situation économique de la Syrie et du Liban (1940-1942). 1940-1944
	Affaires politiques Pouvoirs publics au Levant, organisation. Affaires judiciaires.

¹ Dossier divisé en sous-dossiers créés pour chaque accord.

1941

1SL/250/3

Agriculture

Dossiers thématiques sur la législation des gardes-champêtres, forêts, eaux, fleuves, banque agricole. Correspondance du service.

1921-1928

Alexandrette (sandjak d'Alexandrette, Hatay)

Sandjak d'Alexandrette, législation : recueil des textes concernant le sandjak d'Alexandrette (1937), recueil des traités franco-turcs (1937); modification du règlement organique du sandjak : arrêté (1933); organisation judiciaire du sandjak : arrêtés (1937-1938). Correspondance, notes, projet d'arrêtés divers. Organisation provisoire du gouvernement d'Alep : arrêté (1921). Concession et exploitation du port d'Alexandrette (1921-1922). Hatay (1938-1942).

1920-1942

Amendes collectives

Mode de perception et d'administration des amendes collectives, amendes pour faits de pillage et de banditisme : arrêté (1926), emploi des fonds provenant des amendes : arrêté (1935), actions et dégradations possibles d'amendes. Localités touchées par une amende collective imposée par la délégation générale : liste (1942). Amende collective de la ville de Lattaquié : arrêté (1944).

1926-1944

1SL/250/4

Amnistie

Législation générale, décisions d'amnisties individuelles, décisions d'amnistie générale : arrêté du délégué administratif de la zone ouest (1920). Droit de grâce : note (1942), arrêtés promulgués par les gouvernements syrien et libanais (1937-1945), arrêtés et projets d'arrêtés du haut-commissariat (1928-1940). Lois d'amnistie françaises : journaux officiels de la République française (1931-1936), décret portant application de la loi d'amnistie du 16 avril 1946 aux condamnations prononcées par des juridictions françaises dans les territoires du Levant (1947). Cours de justice au Liban et en Syrie, création de (1923-1927). Accord ou refus d'amnistie de condamnés politiques : listes nominatives (1928-1939).

1920-1947

Antiquités

Législation générale sur les antiquités : préparation d'arrêtés, arrêtés (1933-1936); commerce et exportation des antiquités : arrêtés (1927-1943); législation étrangère.²

Monuments historiques, classement, protection des sites, constructions dans le périmètre d'un monument historique, droit d'entrée de visite : correspondance et arrêtés (1934-1943). Service des antiquités : création de la mission archéologique permanente (1921), correspondance avec le service législatif.

1923-1943

1SL/250/5

Armée

Recueil des arrêtés du haut-commissariat (1920-1937). Militaires, engagement dans les FFL des « affectés spéciaux »; affectation et emploi des officiers des

² Ce thème englobe les antiquités, les fouilles archéologiques et les monuments historiques.

Services spéciaux du Levant mis à la disposition du haut-commissariat; recrutement d'auxiliaires féminins; commandement supérieur; employés civils de l'armée; corruption; expertises militaires (dossiers thématiques, 1935-1946). Vie civile, droits des militaires et de leur famille; mariage; succession; vote des militaires; pensions; loyers et droit de réquisition; immunité fiscale et juridictionnelle. Sureté générale, vente de carte géographique. Maintien de l'ordre. Matériel militaire, droits de douane. Service géographique. Service de santé. Colombophilie.³
Requêtes, plaintes, affaires (1945-1946).
1920-1946

Armes et munitions

Détention et port d'armes, législation
1928-1937

Armoiries

Protection de l'emblème de la Croix-rouge et des armoiries de la confédération suisse.
1940-1941

Associations

Législation générale (1920-1939); législation sur les associations étrangères, sportives, professionnelles (1931-1946). Association de juristes : invitation pour le Congrès international des juristes à Paris (1946). Stade de Beyrouth, mise à disposition du terrain pour des associations (1944).
1920-1946

Avocats

1SL/250/6 Réglementation du barreau en Syrie : arrêté de l'État de Damas (1921), arrêtés de l'État de Syrie (1925-1931), arrêtés de l'État des Alaouites (1922-1932), arrêtés de l'État d'Alep (1922-1923). Réglementation du barreau dans l'État du Liban : arrêtés (1921-1926), décrets législatifs (1933-1942), lois et décrets (1945-1946).
Barreau de Syrie, protestation du gouvernement italien (1930-1931), requêtes des avocats syriens (1929-1930).
1919-1946

1SL/250/7 Exercice de la profession d'avocat à l'étranger, admission des femmes au barreau palestinien, législation égyptienne (1929-1930). Exercice de la profession d'avocat dans les pays sous mandats, requêtes d'avocats sur les barreaux, requêtes personnelles (1919-1930). Réclamations concernant le cumul des fonctions (1934), les autorisations de plaider en Syrie et au Liban (1940-1945).
1919-1946

Avoirs à l'étranger

1SL/250/8 Avoirs de français en Syrie, ordonnance française relative au recensement des avoirs à l'étranger : copie journal officiel de la République française.
1945

³ Juridictions militaires, statut des militaires, statut des troupes spéciales, expropriation au profit de l'armée, scoutisme.

Banque

Banque de France, nationalisation, organisation du crédit [dossier vide].
Banque de Syrie et du Liban, fonctionnement de la banque : rapport sur l'exercice 1924 (1925), arrêtés (1937-1942). Conseil de surveillance de la Banque de Syrie et du Liban : arrêté (1942). Instance introduite devant le tribunal arbitral mixte franco-turc par un ressortissant turc contre la Banque de Syrie (1926).

1925-1945

BBTA (Société Beyrouth-Bagdad-Téhéran Automobiles)

Création et statuts de la société : note (s.d.). Liquidation judiciaire.

1926-1928

Bibliothèque (et archives du service juridique)

Liste des ouvrages de droit de la délégation. Factures d'achat de livres.

Abonnement de presse. Inventaire du matériel.

1934-1947

Biens (Biens ennemis - Biens turcs en Syrie et au Liban - Biens syriens et libanais en Turquie)

Biens ennemis :

Législation générale sur les biens ennemis (1921-1928). Statistiques des biens ennemis en Syrie, avoirs allemands et Austro-allemands, biens ottomans, biens publics et privés (1920-1922).⁴

Législation française. Extrait du Traité de Versailles. Correspondance sur la question des biens appartenant à des sujets de pays formés au détriment de l'Allemagne ou de l'Autriche (Tchéco-slovaquie). Correspondance de M. Tirman (1920-1921), correspondance (1923-1924). Affaires diverses concernant des biens ennemis (1923-1924). Situation des biens appartenant à l'Allemagne ou enregistrés au nom du consulat allemand (1924). Suspension des restitutions de biens allemands (1920-1923). Biens des missions allemandes à Beyrouth, projet de constitution d'un nouvel organisme disposant des droits de propriété de ces biens (1924-1926), réquisition de terrains et immeubles de l'hôpital St Jean Beyrouth pour l'armée : dossier, plans de l'hôpital St Jean (1920-1926). Droit de propriété sur des actions de la Deutsch Orient Bank (1927-1929).

1SL/250/10

Biens et intérêts turcs dans les États sous mandat :

Levée des mesures restrictives (1933), succession d'Izzet Pacha (1932), hypothèques turques sur des immeubles syriens (1930), mesures restrictives (1927 et 1941).

Biens des Syriens en Turquie :

Loi turque sur les biens abandonnés (1926), étude du cas d'un Syrien propriétaire de biens à Smyrne (1927). Convention franco-turque de 1926, possibilité pour les Syriens et Libanais de déposer un dossier auprès d'une commission spéciale : arrêté no 125/LR (1937).

1920-1941

⁴ Il faut comprendre : les ennemis de la France de la guerre 1914-1918. L'arrêté no 1125 de 1921 concerne les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands, autrichiens, hongrois et bulgares (Législation faisant référence au Traité de Versailles et Traité de Lausanne).

Blocus

Service du blocus au Levant, création du service et attributions de son directeur, publication de la « liste noire » des ennemis.⁵

1943-1944

Bourses de commerce

Importation et exportation de l'or en monnaie ou lingots : arrêté (1931), législation relative aux opérations sur l'or : arrêtés (1943), création d'une commission chargée d'élaborer un règlement des bourses de commerce adapté à l'économie de guerre : arrêté (1943), organisation des bourses de commerce et de valeurs : projets de textes (1943).

1931-1943

Budget

Service juridique : budget prévisionnel (pour 1944, 1945, 1946), crédits provisoires (pour 1946). Création d'un budget autonome pour l'Office de la propriété commerciale, industrielle, artistique, littéraire et musicale : décision no 618/FC (27 mai 1944). Traitements, salaires et indemnités du personnel, liquidation du personnel.

Fonds de liquidation des services administratifs du mandat et d'intérêt commun, situation budgétaire : note (1946).

1943-1946

1SL/250/11

Bulletin économique

Service législatif, liste des arrêtés à fournir au conseiller aux affaires économiques en vue de la rédaction du *Bulletin économique* : correspondance, notes de service.

1927-1939

Bulletin officiel des actes administratifs du haut-commissariat

Impression des recueils : marchés de gré à gré (s.d.-1938). Livraison des bulletins, problèmes liés à la date de mise en vigueur des arrêtés du haut-commissaire (1932-1939). Liste des abonnements gratuits au bulletin officiel des actes administratifs de la délégation générale (1945).

1931-1945

1SL/250/12

Cadastre

Travaux de la régie du cadastre et d'amélioration foncière : statistiques relatives à la superficie des États de Syrie et du Liban et au dénombrement de la population (1934); délimitation des biens-immeubles et repères topographiques : instruction (1925); biens agricoles : note (1934), rapport sur le paysannat indigène au Levant (1937); application de l'arrêté de 1925 et projet d'un nouvel arrêté sur les empiètements (1941); taxes topographiques (1941); recettes des taxes sur les transactions et opérations immobilières (1934). Transferts du service aux États : projet de convention (1941), répartition du personnel entre les États de la Syrie et du Liban (1941).

1925-1945

⁵ « Personnes physiques ou morales établies en pays neutre avec lesquelles tous rapports sont interdits ».

Casier judiciaire

Arrêtés sur l'organisation du casier judiciaire.
1924-1945

Censure

Censure des écrits publiés à l'étranger et des écrits exportés des États sous mandats : arrêtés (1942). Censure des émissions radiophoniques publiques : arrêté (1939). Censure cinématographique : arrêtés (1934-1944).
1934-1944

Charges de famille

Indemnités pour charges de famille, législation : extrait du Journal officiel français, arrêtés, notes; requêtes.
1921-1946

Chasse

réglementation de la chasse : arrêtés, projets d'arrêtés; police de la chasse : textes de lois. Association amicale des chasseurs en Syrie et au Liban : statuts.
1923-1930

1SL/250/13-14

Chemin de fer

Réseaux des chemins de fer, exploitation par la société d'exploitation des chemins de fer de Cilicie, Nord-Syrie : convention (1922); exploitation par la société Damas-Hama-Prolongements : conventions (1922-1924). Commission de gérance et d'administration des biens, droits et intérêts du chemin de fer du Hedjaz, création : arrêté no 2455 (22 févr. 1924), procès-verbaux des séances de la commission et rapports (1924-1933,; 1942-1944).

Exploitation commune en régie des réseaux des chemins de fer : convention entre le haut-commissaire et la société DHP (1939), fin du régime d'exploitation pour le temps de guerre : décision (1945). Commission des réseaux de chemin de fer de Syrie et du Liban, création et suppression : arrêtés (1941-1945). Comité de liquidation de l'Exploitation commune en régie des chemins de fer, création du comité : arrêté (1945).

Ligne Nakoura-Tripoli, expropriations : arrêté (1942), création d'une commission d'indemnisation : arrêtés (1942), négociations franco-britanniques concernant l'exploitation à venir de la ligne (1942-1945), loi de la République libanaise portant homologation de la convention d'achat de la voie ferrée Nakoura-Tripoli (1947).

Affaires diverses (1929-1935). Personnel de la société DHP, rétablissement d'agents dans leurs fonctions suite à des mesures d'éloignement (1945-1946).
1919-1947

1SL/250/14

Circulation

Circulation des véhicules automobiles : réglementation de la circulation des véhicules et notamment des automobiles dans la zone ouest des territoires ennemis occupés : arrêté (1919). réglementation de la circulation automobile dans le gouvernement de Damas : arrêté (1921). réglementation sur les plaques d'immatriculation automobile, l'emploi des pneumatiques, les taxes, les assurances et la responsabilité civile : arrêtés, notes, correspondance (1928-1943). Législation concernant la police de la circulation : arrêté no 15/LR (18/01/1934), la procédure de l'ordonnance pénale pour le jugement des infractions en matière de police de la circulation : arrêtés (1934, 1938), les amnisties aux infractions relatives à la circulation : loi

libanaise (1946). Service du contrôle de la circulation des véhicules automobiles et de l'emploi des pneumatiques, création et organisation du service : arrêté (1942). Comité supérieur de contrôle de la circulation des véhicules automobiles et de l'emploi des pneumatiques, création du comité : arrêté (1942).

Circulation aérienne :

Circulation aérienne au-dessus des territoires des États du Levant sous mandat français : arrêté no 216/LR (17/09/1934).

1919-1946

1SL/250/15

Codification

Code forestier :

Arrêté no 226/LR « dit Code forestier » (7 oct. 1935), correspondance au sujet d'un projet de modification du code forestier (1940).

Code des obligations et des contrats libanais :

Correspondance relative à la modification de l'article sur la responsabilité civile des instituteurs (1941), loi libanaise (1946).

Code de procédure civile libanais :

Modification du Code de procédure pénale ottoman applicable au Liban : projet de loi (1928-1929); institution du code de procédure civile : arrêté (1933) modifié par arrêtés (1934, 1945), liste des arrêtés concernant la procédure civile (1922-1937).

Recueil des lois libanaises :

Impression du recueil, travail de codification des lois effectué par M. Tabbah (1934-1946).

1935-1946

Combattants - Office national des combattants

Comité des anciens combattants dans les États du Levant sous mandat français, création du comité : décret français (1931). Office du Levant des anciens combattants et victimes de guerre, création d'une commission permanente de l'office : arrêté (1940); maintien de l'Office : arrêté (1941). Association unique des anciens combattants et victimes de guerre : correspondance entre le haut-commissariat et le ministère des Affaires étrangères à Paris (1945-1947).

1931-1947

Comité consultatif de législation

État du Grand-Liban, direction de la justice, création d'un comité consultatif de législation chargé de l'examen de tout projet d'arrêté législatif soumis par le gouverneur : arrêté (1922; suppression du comité pendant la durée des hostilités : décret libanais (1939).

1922-1942

Commerce - Commerce et industrie

1SL/250/15

Législation sur les établissements de prêt sur gages, les faillites et la liquidation judiciaire (1924-1935). Législation concernant les armes, poudres et explosifs, leur fabrication et commerce (1918-1927). Bourses et chambres de commerce, législation (1921). Régime des exportations et des importations : arrêté (1921). Registre de commerce, création : arrêté du gouverneur du Grand-Liban (1924). Echanges commerciaux, accords entre la Syrie et la Palestine, le Liban et la Palestine (1939).

1918-1939

Accord commercial provisoire entre les États sous mandat français et l'Égypte : arrêté (1934). Projet d'accord commercial franco-allemand (1934). Interdiction de commerce avec l'ennemi (1940). Conservation des installations industrielles dans les États du Levant sous Mandat français : projet d'arrêté (1941).

Association des commerçants et industriels français du Levant, transformation en Chambre de commerce française : projet de statuts (1942). Livres de commerce : étude sur les infractions à la législation commerciale et propositions de M. Tabet (1939), correspondance (1941). Sociétés anonymes, examen des demandes de création : arrêté libanais (1945).

Code de commerce libanais : rapport sur le projet de code de commerce paru au Journal officiel de la République libanaise (1943); modifications du code : lois et décrets libanais (1944-1946). Code de commerce maritime, exposé des motifs du projet de code de commerce maritime libanais (1946).

1934-1946

Commissions

Commission de centralisation, de coordination et de contrôle des achats et travaux à effectuer par les services français au Levant et dans le Proche-Orient : instituée par décision no 1549/FC (21 déc. 1944), correspondance (1944), procès-verbal d'une séance (15 mai 1945). Commission des ports de Syrie et du Liban de la délégation générale, suppression de la commission : arrêté (1945), article du journal « Le jour » sur le contrôle des ports par le Liban (1946).

1944-1946

Communistes

Législation sur la presse et le code pénal ottoman, état de la législation et modifications à y apporter : note (1926). Associations ou entente à caractère criminel, interdiction : arrêté (1926), modifié par arrêté (1930), projet d'arrêté réprimant la propagande communiste (1930).

1926-1930

Compagnies

Compagnie Air-France :

Hangar de Tripoli : correspondance relative à la question de l'appartenance du terrain du hangar ayant appartenu à la compagnie Air-France (1943-1946).⁶

Compagnie des eaux de Beyrouth :

Détournement de canalisation d'eau : projet d'arrêté (1923); réadaptation de la concession de la compagnie (1926); contrôle financier des sociétés concessionnaires, différent entre la municipalité de Beyrouth et le haut-commissariat (1931); litiges entre la municipalité de Beyrouth et la compagnie des eaux au sujet du paiement de la redevance par la municipalité et de dettes contractées par la compagnie des eaux (1931-1943); consultation de Me Henry Lemery (1939).

Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth :

Compagnie impériale ottomane, convention et cahier des charges de la concession : imprimé (1915), règlement ottoman du port, des quais et entrepôts de Beyrouth, mesures pénales contre les bateliers (traductions 1921). Personnel du port, exonération du *temettu* pour le personnel de la compagnie (1920),

⁶ Soit propriété de l'Armée française, soit celle de l'administration des Intérêts Communs.

rattachement du commissariat spécial du port, appartenant aux services de la Sureté générale, à la réglementation des fonctionnaires du haut-commissariat : arrêté (1926), licenciemment du directeur de l'entreprise de l'avant-port (1941). Fonctionnement et règlements du port de Beyrouth : projet de protocole pour la remise du port à la société concessionnaire (1921), correspondance (1921-1924), projet d'expropriation de terrains pour la compagnie : notes (1924), litige entre le haut-commissariat et la compagnie concernant les comptes et la revalorisation du bilan de la compagnie du port (1939). Frais de réparation suite aux dommages de guerre (1945-1947). Affaire portée devant les tribunaux (1933).

1920-1947

1SL/250/17

Concession - Société concessionnaires

Dossier de principe :

Concession des dépôts de pétrole et d'alcool : législation ottomane (s.d.). Régime des concessions en Syrie et au Liban, attribution : arrêté (1920); réadaptation des concessions accordées sous l'empire ottoman : notes (1923,1925); typologie des concessions de travaux publics et conditions d'attribution : notes (1924).

Dossiers d'attribution et de déchéance de concessions :

Société concessionnaire de dessèchement du Houlé, requête : note (1931).

Concession du Nahr Ibrahim : traductions des anciennes concessions ottomanes, croquis du Nahr Ibrahim, convention, correspondance (1920-1930). Concession de la mission lazariote de Kirik-Khan dans le sandjak d'Alexandrette, attribution d'une concession à Kirik-Khan pour les réfugiés chrétiens chassés d'Ekbés par les Turcs ⁷

en 1920 : correspondance (1923-1927). Concession téléphonique : projets de convention pour la construction et l'exploitation en Syrie de réseaux téléphoniques urbains et interurbains (1924), correspondance (1923); différent entre l'administration des Postes et Télégraphes et la société Radio-Orient (1931). Concession de distribution d'énergie électrique de la ville de Lattaquié : cahier des charges, convention, correspondance (1922-1933).

Concession d'un appontement à Tripoli : convention entre la municipalité d'El Mina et M. Gruenblat, réclamations de la société DHP pour cause de concurrence (1923-1935). Concessions diverses (1921-1947).

1920-1947

1SL/250/18

Conseil d'État

Conseil national de Syrie, création d'un conseil consultatif syrien : projet d'arrêté, correspondance (avril-juin 1941). Conseil d'État syrien, création, composition et attributions : projet d'arrêté du haut-commissaire, arrêté no 72/LR (2 avr. 1941), notes au sujet du projet de modification de l'arrêté 72/LR du haut-commissaire par décret syrien (1941).

Conseil d'État libanais, création : arrêté no 89/LR (23 avr. 1941), composition et attributions : note sur l'élargissement des compétences du conseil supérieur du contentieux (18 avr. 1941), arrêtés (1941), décrets syriens (1942), lettre (1946).

Conseil d'État français, législation (1940-1945), recours pour diverses affaires (1938-1946).

1938-1946

⁷ Fleuve du Liban.

	Conseil supérieur du contentieux du haut-commissariat
1SL/250/19	Composition et compétences du conseil supérieur du contentieux : arrêté (1925), projets d'arrêtés (1925-1934), correspondance (1923-1934). Procédure d'introduction en instance devant le conseil : projet d'arrêté (1923, 1934). Suppression du conseil supérieur du contentieux : projet d'arrêté (1929), correspondance (1926-1929). Commissions arbitrales chargées de statuer sur les litiges de la compétence du conseil supérieur du contentieux : lettre (1937). Correspondance au sujet de diverses requêtes (1926-1934). Dossiers nominatifs de requêtes déposées auprès du conseil supérieur du contentieux du haut-commissariat (1924-1926).
1SL/250/20	Affaire impliquant un entrepreneur de travaux publics contre le gouvernement de Lattaquié portée devant les tribunaux puis dépôt d'une requête auprès du conseil supérieur du contentieux : dossier, photos et planches (1926-1933).
1SL/250/21	Dossiers nominatifs de requêtes déposées auprès du conseil supérieur du contentieux du haut-commissariat (1928-1934), un dossier (1936-1942). 1923-1942
	Constitution française
	Comité français de la Libération nationale, création d'une assemblée consultative provisoire : ordonnance (17 sept. 1943). Constitution française : Journal officiel de la République française (19 août 1945), article du journal <i>Combat</i> (20 avr. 1946). 1943-1946
	Consuls
	Organisation consulaire dans les territoires de Syrie et du Liban, pouvoirs dévolus aux consuls exercés par le haut-commissaire et ses délégués : décrets français (1920-1921), arrêtés (1922). Services de l'administration française des Affaires étrangères : décret du Comité français de la Libération nationale (1944). Immunité fiscale du personnel des agences diplomatiques (1924-1943). Circonscriptions consulaires de Damas et d'Alep (1947). Compétences des consuls en matière d'état civil, mariage consulaire, demande de naturalisation française (1936-1942); étude de cas particuliers (1929-1945); circulaire relative à l'état civil des Syriens et Libanais résidant à l'étranger (1930). Pouvoirs des consuls en matière de succession : arrêtés (1933-1936), correspondance (1927-1933). Juridictions consulaires et capitulaires, compétences et composition : arrêté (1939), correspondance (1923-1939); requêtes (1942). Liste du corps consulaire accrédité dans les États sous mandat français (1929, 1937). Convention consulaire d'établissement, de commerce et de navigation : lettre (1945). Consulats des pays sous mandat en France et dans l'Empire français : notes (1944). 1920-1947
1SL/250/22	Contrats - Marchés Délégation générale, marché de fourniture, ciment, bois, papier et denrées : correspondance. Travaux publics, erreurs de prix lors des travaux du canal d'irrigation de la région de Tyr-Saïda : correspondance. 1943-1944

Contrôle

Contrôle bédouin de Syrie :

Organisation du contrôle bédouin : décision no 109 (8 juin 1934), instruction (1939).

Législation, études sur le degré de sédentarisation des tribus nomades, tribus soumises au régime de l'administration ordinaire, état-civil des nomades, règlement des litiges entre nomades, répression des rezzous, statut des partisans levés dans les tribus (1942). Cartes sur calques des « limites de la Mamoura » de Meskéné, Sélimié, Damas, Bosra.

Contrôle des changes :⁸

Protocole réglant le statut du contrôle des changes (1944). Visées et réglementation du contrôle des changes : imprimé de la délégation générale (1943), listes des arrêtés en vigueur (1943); poursuites pour infractions à la législation sur le contrôle des changes : arrêtés, correspondance (1941-1946). 1923-1946

Conventions

Convention turco-perse sur les persans établis en Turquie et les Turcs établis en Perse (1873). Convention syro-nejdienne d'amitié (1921). Convention relative à l'évacuation et à la réparation des dommages subis en Turquie par les ressortissants des puissances contractantes (1923).⁹¹⁰

Convention internationale de la Société des Nations pour la suppression des traites des femmes et enfants (1921). Convention pour le pacte de non-agression franco-russe (1932). Convention internationale France-Syrie-Liban sur le traitement des Libanais et Syriens en France (1934-1935). Loi de la République libanaise portant homologation de la convention d'achat de la voie ferrée Nakoura-Tripoli (1947). Transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et des commissions rogatoires, accession de la Syrie et du Liban à la convention franco-anglaise du 2 fevr. 1922 sur la procédure civile (1928).¹¹ 1921-1947

Coopératives

Coopératives des troupes du Levant, condition d'accès : arrêté (1937).

Coopérative civile de la délégation générale, organisation : instruction (1942), décision (1944); création d'une commission de gérance de la coopérative (1943); requête suite à un marché (1944-1945). Projet de statut pour la création d'un comptoir d'achat des sociétés concessionnaires (s.d.).¹² 1935-1945

Couvent - Affaire du couvent de Saint-Elian, situé au Sud-Est de Homs

Question de la propriété du couvent soulevé suite à une scission au sein du groupe entre orthodoxes et catholiques : correspondance.

1923-1945

Criée - Droit de criée

Droit de criée, taxes sur les biens meubles lors de ventes aux enchères

⁸ Le contrôle des changes est créé en 1939, notamment pour « éviter que l'ennemi puisse acquérir des devises étrangères nécessaires pour acheter des matières premières ».

⁹ Gouvernement du Hedjaz, Nedj et dépendances.

¹⁰ Empire britannique, France, Italie, Japon et Roumanie.

¹¹ Convention à laquelle la France a adhéré pour les États sous mandats en 1930.

¹² Électricité de Beyrouth, Radio-Orient, Régie co-intéressée des tabacs et tombacs, Compagnie des eaux, Banque de Syrie et du Liban.

publiques : extrait de la loi libanaise (1938), extrait d'un jugement (1939).
Droits de criée sur les ventes marchandises en zone franche : notes au sujet de l'interprétation du code douanier (1940-1942).
1938-1942

1SL/250/23

Date certaine d'actes

Code de procédure civile libanais, détermination de la date des actes sous-seing privé : projet de loi, correspondance, loi.
s.d, 1934-1935

Date de mise en vigueur des lois, décrets et arrêtés

Date de mise en vigueur des arrêtés du Haut-Commissariat : arrêtés (1925-1939).

Date de mise en vigueur des décrets législatifs, en Syrie : note (1943), au Liban [vide].

1925-1943

Décrets législatifs et lois libanais approuvés par arrêtés du haut-commissariat

Collection d'arrêtés (1932-1933), note (1936).

1932-1936

Décrets et lois libanaises¹³

Embryon de collection.

1944

Défense

Organisation de la Défense passive en temps de guerre : rapport français sur l'organisation de la défense passive sur le territoire national (1939), arrêté no 301/LR (28 oct. 1939); fonctionnement du service, personnel, création d'un corps de volontaires de la défense passive : arrêtés (1939), indemnisation (1940), personnel complémentaire : arrêtés (1943-1945); correspondance diverse (1941-1944). Travaux nécessaires à la défense passive des États sous mandat : arrêté (1939). Informations intéressant la défense nationale, interdiction de divulgation et mesures répressives : arrêté (1941). Éclairage en temps de guerre : arrêtés (1939-1943).¹⁴

1939-1945

Dentiste

réglementation provisoire de l'exercice de l'art dentaire : décisions du Haut-Commissariat (1923-1924). Requête d'un dentiste : note (1941).

1923-1924, 1941

Dettes

1SL/250/24

Dossier de principe :

Vente à crédit des auto-véhicules, machines agricoles ou industrielles : loi

¹³ Ces décrets portent sur divers thèmes : impôts sur les terres, organisation des tribunaux libanais, autorisation d'acquisition de biens immobiliers par des étrangers, rétablissement dans leurs droits de condamnés de droit commun, commission d'estimation des biens immeubles expropriés pour le compte de l'État, code d'instruction criminelle.

¹⁴ Service de la défense passive du haut-commissariat créé par arrêté no 85/LR du 1er mai 1939.

1SL/250/25

(1935). Monnaie et lingots d'or, importation et exportation : arrêté (1931). Législation sur les dettes civiles, dettes résultant d'un contrat de prêt d'argent en une monnaie autre que la monnaie libano-syrienne ou le franc français : arrêté no 212/LR (1936), loi et décret syrien (1937-1939), fixation du taux de conversion en monnaie légale : arrêté (1939); loi libanaise (1937). Engagement en libellés or, interdiction : arrêté (1940). Loyers, paiement des loyers et prorogation des baux immobiliers : arrêté (1940). Dettes commerciales, fixation du taux de conversion d'après lequel doit être effectué le paiement des dettes libellées en or et contractées par des artisans : arrêté (1940). Blocage des avoirs britanniques et palestiniens : note (1941).

Cours des monnaies d'or : publications (1940-1942).

Ventes à tempérament de terrains à bâtir, révision des contrats : projets d'arrêtés (mai 1941), arrêté ouvrant droit à révision de ces contrats et créant une commission (17 juin 1941), note sur la jurisprudence de la commission (1942), arrêtés prorogeant les délais d'ouverture du droit à révision (1941-1943). Défauts de paiement des débiteurs, suspension de saisie de biens et expulsion : arrêté no 51/LR (5 mars 1941).¹⁵

Correspondance (1928-1947).

Requêtes :

Affaires concernant des dettes commerciales, dettes des chauffeurs contractées envers les importateurs d'automobiles (1940-1941). Affaires concernant des dettes libellées en or (1937-1941).

Affaires concernant des expulsions de maisons, des ventes forcées de biens hypothéqués pour solder des dettes, l'organisation de nouvelles mises aux enchères pour des biens saisis et vendus en deçà de leur valeur réelle (1934-1942).¹⁶

Dette publique ottomane :

Répartition des arrêtés de la dette publique ottomane (Art. 47 du traité de Lausanne, 24 juil. 1923), sentence arbitrale rendue par Eugène Borel : publication (1925). Arbitrage concernant la répartition des charges annuelles de la dette publique ottomane, contre-mémoire présenté par le gouvernement de la République française agissant en sa qualité de puissance mandataire : imprimé (s.d.).¹⁷

1925-1947

Distinctions honorifiques et décorations

Décorations libanaises : lois (1922-1938). Création d'une médaille du dévouement patriotique : loi libanaise (1945), liste des personnes physiques et morales décorée par cette médaille (1945). Création d'une médaille commémorative des services volontaires dans la France libre : décret français (1946).

1922-1946

Domaine de l'État

Domaine privé immobilier de l'État, gestion et aliénation : arrêté du haut-commissariat (1926). Exonération fiscale pour les réfugiés du sandjak d'Alexandrette installés au Liban sur les domaines d'Anjar et de Ras-el-Ain :

¹⁵ Baisse du taux d'intérêt du contrat, accord de délais pour le paiement des échéances impayées, en cas de défaut de paiement : vente du terrain et de ses constructions par le créancier.

¹⁶ Dans plusieurs cas, le créancier a obtenu l'immeuble pour le montant de sa créance, souvent très inférieure à la valeur réelle de l'immeuble.

¹⁷ Réponse à des questions posées par des pays étrangers.

arrêté no 2/LR (3 janv. 1941). Biens-fonds domaniaux de Ras-el-Ain, enregistrement au domaine privé de l'État libanais : loi libanaise (1946). Biens français et domaines de l'État français au Levant, gestion et aliénation : projet de convention de jouissance temporaire (1945), correspondance (1945), étude sur l'utilisation du domaine immobilier français de Beyrouth : plan dessiné et imprimé par le service topographique des FFLL (1945); licencement du personnel de gardiennage : note (1947). Domaine de Senn-el-fil, propriété du terrain. Affaires diverses. Office de Gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la délégation générale de France au Levant, création et attributions : arrêté (1946).

1926-1947

Douanes

1SL/250/26

Inspection générale des douanes du haut-commissariat, règlement douanier des États du Levant : imprimé (1936), collection de suppléments imprimés (1937-1939, 1942); recueil de jurisprudence en matière de douanes : deux imprimés du haut-commissariat (1929-1941).

1SL/250/27

Administration des douanes de la Syrie et du Liban, règlement du contentieux des douanes : imprimé (1943); instruction provisoire de l'inspecteur général pour l'application de la convention douanière syro-palestinienne et de la convention libano-palestinienne (30/11/1939); fonctionnement : arrêtés (1940), personnel français de la mission de contrôle : arrêté (1943), règlements de concours d'admission des douanes (1943), statut du personnel autochtone : arrêté (1943); création d'un bureau central de statistiques : note (1941). Différends opposants les services des douanes et des particuliers (1930-1932, 1942-1944). Immunités douanières (1922-1947).

1922-1947

Droits d'auteur

Œuvres dont les auteurs se trouvent en pays occupés par l'ennemi, publication : arrêté (1943); droits d'auteurs : lois libanaises (1946); reproduction et traduction : notes (1945). Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique et littéraire, attributions : note (1944).¹⁸
1943-1946

Émigration

Arrêtés.

1924-1929

État civil

1SL/250/27

Loi ottomane sur l'état civil (annotée 16 mars 1916). Loi persane sur le mariage intéressant les Français : copie de la loi (1931), lettre de M. Gaston Maugras, ministre de France en Perse (1931).

État civil en Syrie et au Liban :

Recensement, organisation du recensement dans l'État de Damas : arrêté (1921); État alaouite : arrêté (1922). Déclaration des actes de l'état civil et tenue des registres d'état civil : arrêté no 176 pour la fédération de Syrie (1923), arrêté syrien no 3633 (15 oct. 1931), arrêté no 1126 pour le Djebel Druze (1931), arrêté no 2851 pour le Grand Liban (1/12/1924). Naturalisation

¹⁸ Œuvres cinématographiques, musicales, littéraires et artistiques.

syrienne des habitants du mohafazat de la Djézireh : décret législatif (1939). Correspondance du haut-commissariat avec les gouvernements alaouite, du Djebel Druze, du Grand Liban (1924-1933). Notes diverses du conseiller législatif ou juridique (1925-1946).

1SL/250/28

État civil français :

Mariage, enregistrement des mariages religieux au consulat français, annulations de mariages, perte de la nationalité française suite au mariage avec un étranger (1941-1947); mariage des fonctionnaires avec des étrangers, interdiction : correspondance à propos du décret français (juin 1941); requête (1933). Divorce, exequatur des jugements de divorce rendus par des tribunaux syriens ou libanais : correspondance (1941-1945). Statut des Français musulmans d'Algérie : ordonnances

du comité français de la Libération nationale (1944). Loi française tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer (1946).

État civil en Irak :

Lois irakiennes sur l'état civil, les communautés juive et arménienne orthodoxe, et le statut des étrangers (1927-1938; copies réalisées en 1945), correspondance (1940-1946).

1921-1947

État français (Immunité juridictionnelle - Instances introduites)

Immunité juridictionnelle des représentants du haut-commissariat : correspondance (1932). Instances introduites contre l'État français, incompétence des tribunaux syriens et libanais : arrêté no 53 (1938), abrogé par la Loi libanaise no 39 (1946).

1932-1946

Étrangers

Résidence des étrangers en Turquie, législation ottomane.

Législation dans les pays sous mandat : arrêtés, projets d'arrêtés et notes du haut-commissariat ou de la délégation générale (1920-1946). Octroi des cartes d'identité, passeports, permis de séjour. Législation sur les associations étrangères. Métiers pouvant être exercés par des étrangers. Mesures de sécurité, détention de ressortissants de pays ennemis ou soumis à l'ennemi, contrôle et surveillance des artistes étrangers, confiscation des armes à l'entrée au Liban, expulsions, répression des entrées en fraude dans les États sous mandats, police des hôtels, restaurant et lieux ouverts au public.

19203-1946

Évacuation des troupes

Troupes françaises et britanniques, évacuation : extraits de journaux.

1946-1947

Événements politiques - Syrie et Liban

Responsabilité britannique au sujet du maintien de l'ordre en Syrie, déclaration : copie d'article du journal « L'Orient » (1945). Rumeur d'un projet de loi syrienne pour chasser les locataires français : lettre (1945). Discours du général de Gaulle et du ministre des Affaires étrangères français : livrets, communiqués de l'AFP (1945).

1945

Expertises

Douanes, rémunération des experts légaux : arrêté (1943), note (1944).
Procédure d'expertise : note (1937), désignation de fonctionnaires en qualité d'experts : note (1935).
1935-1943

1SL/250/29

Expropriation

Dossier de principe :

Expropriation d'immeubles pour cause d'utilité publique : loi ottomane (1879).
Besoin des municipalités ou des établissements publics, expropriation : arrêté no 161 (1926). Expropriation pour le compte de l'État français, département de la Guerre, de l'Air et de la Marine : arrêtés (1933, 1937, 1939-1940); exécution de travaux militaires : arrêté (1942); défense du territoire, non divulgation de l'information d'expropriation d'immeubles : note (1942). Droit d'expropriation de l'armée du Levant en zone ouest : note, projet d'arrêté (1920).

Expropriations à effectuer par les services de l'armée, de la marine et du haut-commissariat ainsi que des gouvernements de Syrie et du Liban : arrêté (arrêté de 1920, modifié en 1921 et 1925).

Examen d'expropriations de terrains :

Arrêtés d'expropriation pour cause d'utilité public, arrêtés de réquisition pour l'armée, arrêtés désignant les membres des commissions d'indemnisation des expropriés, correspondance (1921-1937); réclamations (1921-1931).

Affaires :

Affaire concernant le paiement de l'indemnité pour expropriation au bénéfice du lycée français de jeunes filles de Beyrouth (1943-1944); affaire de l'expropriation de terrains de Rayak pour l'aérodrome militaire (1924-1939). Immeubles acquis par l'État français dans les territoires du Levant sous mandat pour les besoins du mandat ou de l'armée : liste (1936).

Notes du service législatif-juridique (1939-1948).

1920-1948

1SL/250/30

Extradition

Convention d'extradition entre la Syrie et l'Irak : correspondance (1922-1927), convention provisoire pour l'extradition des délinquants entre la Syrie et l'Irak (1929). Convention d'extradition entre la Syrie et la Palestine : correspondance (1921-1924), convention provisoire pour l'extradition des délinquants (1921), texte de la convention publié dans la Gazette officielle du gouvernement de Palestine (1925); interprétation de la convention (1929); application de la convention : correspondance (1935-1941).

Convention d'extradition entre la Syrie et la Transjordanie, projet : correspondance (1923-1924). Loi transjordanienne sur les extraditions (1927); notes (1932-1933). Traité turco-syrien d'amitié et de bon voisinage (Angora, 30 mai 1926).

Procédure d'extradition : correspondance (1931-1935). Procédure d'extradition des justiciables des tribunaux militaires : correspondance (1930-1943). Liste des personnes dont l'extradition est demandée par les États sous mandat aux pays étrangers (1931).

Affaires concernant des personnes syriennes à extrader vers la Transjordanie (1935-1941), vers la Turquie (1932-1940), de libanais vers l'Égypte (1933-1938). Affaires de personnes présentes sur le sol étranger, dont l'extradition est demandée par la Syrie (1937-1942). Affaires concernant des extraditions entre la France et les pays sous mandat (1928-1933).

1921-1943

1SL/250/31

Faillite - Syndics de faillite

Organisation des syndics de faillite : correspondance (1925-1930). Unification des poursuites entre Syrie et Palestine : correspondance (1924). Affaire concernant une personne déclarée en faillite : copie de plaidoirie et du jugement (1932).

1924-1932

Fédération des États de Syrie¹⁹

Fédération des États de Syrie :

Organisation provisoire de la Fédération des États autonomes de Syrie : arrêté no 1459 bis portant création de la Fédération (28 juin 1922), liste des arrêtés relatifs à la Fédération (1923); traitement des fonctionnaires de la Fédération : arrêté (1923). Fédéralisation des services d'administration générale, services fonciers et institutions d'enseignement et d'intérêt social : projet d'arrêté (1923), arrêté (1923); fédéralisation des services des domaines Moudawara : projet d'arrêté, correspondance (1923). Conseil fédéral : règlement, notes, compte-rendu de séances (1923). Rapport sur les relations des services fédéraux avec les gouvernements locaux (s.d.).²⁰

Organisation générale des États :

Organisation des autorités du haut-commissariat et des États : liste des administrations (s.d. 1921?). Organisation provisoire de l'État d'Alep : correspondance (1922), arrêté type (s.d.). Organisation de l'État de Damas : arrêté type (s.d.). Organisation provisoire de la fédération : projet d'arrêté (s.d.), note (1921). Organisation des juridictions chargées de statuer en matière de contentieux administratif dans les États de Syrie et du Liban : projet d'arrêté (s.d.); pouvoirs du haut-commissariat en matière de contentieux administratif, de conflits, et d'autorisation de poursuite contre les fonctionnaires publics : avant projet d'arrêté (1921); conseil du contentieux administratif : notes (1921), conseil d'État ottoman (loi ottomane), conseil d'État libanais : arrêté type de création (s.d.). Conseils administratifs locaux, des sandjaks et des cazas, organisation ottomane et projet d'organisation des conseils du contentieux administratifs des États et de la Fédération : rapport (1921), notes (1921).²¹

Organisation devant succéder à la Fédération :

Correspondance (1924). Organisation de l'État de Syrie : arrêté no 2980 (5 déc. 1924). Organisation de l'État des Alaouites : arrêté no 2979 (5 déc. 1924).

Sandjak autonome d'Alexandrette, régime administratif et financier : projet d'arrêté (1924), correspondance (1924). Pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au Liban : projet de loi constitutionnelle (s.d.).²²

Organisation de l'université syrienne :

Arrêté no 132 (1923), correspondance (1924).

1921-1924

1SL/250/33

Finances

¹⁹ Ont été regroupés sous ce thème, à l'époque du mandat, des documents traitant de l'organisation des États avant la création de la Fédération des États de Syrie et des documents datant d'après la disparition de la Fédération. Le carton no 31 regroupe les documents traitant exclusivement de la période de la Fédération tandis que la période couverte par les archives du carton no 32 court de 1921 à 1925.

²⁰ Anciens domaines du sultan Abd-ul-Hamid.

²¹ Comprenant les États de Damas, d'Alep et le Territoire autonome des Alaouites.

²² Tout en continuant à faire partie de l'État de Syrie.

Prêt sur gages, réglementation sur les établissements de prêts sur gages : décret libanais (1933). Succession, remise d'espèce or : notes (1941).

Banque de Syrie et du Liban : arrêtés (1941). Banque, organisation du crédit : Journal officiel de la République française (1945). Monnaie, usage exclusif de la monnaie légale, taux de conversion de la lire italienne : notes (1945).

Bulletin des services du Trésor (1946).

1933-1946

Fonctionnaires

Recueil des arrêtés réglementaires sur le personnel (1921-1924). Statut des fonctionnaires de l'État de Syrie, préparation de l'arrêté 135 : correspondance, arrêté type (1925-1926); modification de l'arrêté 135 du 20 mars 1926 : arrêtés (1927). Conditions de recrutement par les États de personnel étranger : arrêté no 1169 (1921). Statut des fonctionnaires ou agents français engagés par les administrations des États de Syrie ou du Liban : accord pour le Liban (1923), projet d'accord pour le Djebel Druze (1926), avenant à l'accord de 1923 pour l'État des Alaouites (1926), avenant à l'accord de 1922 pour les États de Syrie (1926), note (1941). Condition d'engagement par les gouvernements et municipalités des états sous mandat français d'agents français et étrangers : arrêté (1934). Contrat d'engagement type (1937).

Organisation des services du haut-commissariat : arrêté no 3358 (1930), réglementation du personnel français en service au Levant : arrêtés (1930).
1921-1941

Franc français

Dévaluation du franc, alignement international des monnaies : articles de journaux.

1945-1946

France libre - France combattante

Comité national français, liste des représentants du général de Gaulle et des comités nationaux de la France Libre à l'étranger (1941); changement d'appellation de la « France libre » en « France combattante » : note de service (16 oct. 1942). Désignation du général Catroux au poste de commandant en chef dans le Levant et de délégué général et plénipotentiaire :²³ décrets de la France libre (24 juin 1941). Personnel des FFL, statut du personnel des FFL, réintégration dans les cadres de l'armée active des officiers et sous-officiers mis à la retraite par Vichy, mesures d'accompagnement des FFL pour leur retour à vie civile : correspondance (1943), ordonnances (1945).
1941-1945

Guerre²⁴

1SL/250/34

État de siège, préparation de la législation : décision (1935), arrêté (1936).

Mesures à prendre dans les États sous mandat en cas de tension politique ou de mobilisation : fascicules imprimés (15 juin 1936). Recueil des textes

²³ Le terme France combattante englobe les Forces Françaises Libres et la « France captive qui lutte contre l'envahisseur » (note de service no 255 de la direction du cabinet rapportant les propos tenus par le général de Gaulle dans un télégramme).

²⁴ À l'exception des documents de préparation de la législation sur l'État de siège, ces archives datent de 1939-1946. Ce thème « guerre » fait donc principalement référence à la Seconde Guerre mondiale.

applicables en état de siège (s.d.). Déclaration de l'état de siège des territoires du Levant sous mandat français : arrêté no 233/LR (9 sept. 1939). Législation concernant la compétence des tribunaux militaires, le réseau téléphonique de la gendarmerie syrienne, la circulation, la colombophilie (1940-1942) : plan du réseau téléphonique de la gendarmerie syrienne.

1SL/250/35

Affaires économiques en temps de guerre : collection des décisions et arrêtés pris sous le timbre des Affaires économiques (en 1939-1940), arrêtés, et liste des arrêtés pris en 1939 et 1940 et abrogés entre juin et novembre 1940; bénéfices de guerre, législation de l'imposition sur les bénéfices réalisés en temps de guerre (1943-1945).²⁵

Déclaration de l'État de guerre entre la République libanaise et l'Allemagne et le Japon : décret no 2705 (27 fevr. 1945). Cessation des hostilités, fixation de la date légale et fixation de la date de commémoration de la victoire : lois françaises (1946); fin des allocations de guerre : Journal officiel de la République française, décret (1946).

1935-1946

1SL/250/36

Haut-commissaire - Haut-commissariat

Haut-commissaire, organisation du commandement en Syrie : décret français (1925), décision du haut-commissaire (1936). Pouvoirs et attributions du haut-commissaire : décret français (1920), notes (1930-1938). Exonération des frais judiciaires : arrêté no 3/LR (7 janv. 1941). Résidence des Pins, droits du futur ambassadeur de France : notes (1936). Actes administratifs des gouvernements locaux, contrôle exercé par le haut-commissaire, visa des conseillers et approbation des délégués : projets d'arrêtés (s.d.), correspondance (1933-1934). Attributions des conseillers français en fonction auprès du gouvernement libanais : arrêté (1934). Pouvoirs du délégué général et plénipotentiaire de France au Levant : lettre (1941), notes (1943-1945). Désignation du général d'armée Étienne Beynet au poste de délégué général et plénipotentiaire : décret du Comité français de la Libération nationale (1944). Conseillers français auprès des gouvernements libanais et syrien, attributions et statut : arrêtés (1934-1945).²⁶

1920-1945

Heure légale

Arrêtés fixant l'heure légale lors du passage à l'heure d'été ou l'heure d'hiver. 1942-1945

Identité - Recensement

Législation sur l'état civil et le recensement : liste d'arrêtés, lois, décrets (pris entre 1920 et 1942). Carte d'identité : correspondance (1941-1943); carte d'identité des étrangers : arrêté (1935).

1935-1943

Immunité parlementaire

²⁵ Parmi les termes abordés dans ces arrêtés, citons à titre d'exemple : exportations, douane, change, taxes, électricité, ravitaillement et commission du ravitaillement, produits pharmaceutiques, denrées alimentaires, combustibles, essence et pétrole.

²⁶ Lettre du général de Gaulle concernant les missions du général Catroux.

Correspondance.
1924-1934

Impôts

Impôts fonciers, taxes sur les spectacles, dîme du coton, droits de port, régime des spiritueux, imposition des réfugiés arméniens, exonération d'impôts : arrêtés, correspondance.

1920-1927

Indignité nationale

Faits de collaboration et d'appartenance à des organisations « anti-nationales » en France, mesures restrictives : ordonnance (1943); instauration de l'indignité nationale : ordonnance (1944).

1943-1944

1SL/250/37

Instruction Publique

Loi ottomane de 1913 et recueil d'arrêtés relatifs à l'instruction publique (pris entre 1925 et 1938). Réglementation sur les établissements privés, les écoles étrangères, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur et les instituts, le brevet élémentaire, contrôle des établissements d'enseignement, régime fiscale et indemnités de déplacement des enseignants : projets d'arrêtés, arrêtés, correspondance (1921-1947). Projet d'accord culturel entre la France et la Syrie (1941?).²⁷²⁸²⁹

1921-1947

Irak

Organisation de l'État d'Irak : statut organique (1924), loi constitutionnelle (s.d.). Délimitation de la frontière syro-irakienne : correspondance (1933).

Justice, code pénal irakien, accord judiciaire anglo-irakien : correspondance (1929-1930). Fonctionnaires britanniques en poste en Irak : texte des accords anglo-irakiens (1924; copie de 1926).

1924-1933

Jeux

réglementation des loteries et jeux de hasard, établissements de jeux, création de clubs privés, police des salles de jeux, lutte contre l'exploitation clandestine : arrêtés, correspondance.

1921-1936

Statut des juifs

Lois vichystes, conditions d'accès aux emplois publics et statut des juifs (1940-1941). Application des lois françaises au Levant : arrêtés, correspondance (1941).

1940-1941

Palestine Jewish Colonization Association

Réclamations de l'Association concernant l'inscription foncière de villages du

²⁷ École française de droit de Beyrouth, faculté française de médecine, école française d'ingénieur, école supérieur des lettres de Beyrouth.

²⁸ Institut de physicothérapie et de lutte contre le cancer, institut antirabique.

²⁹ Accord concernant la place de l'enseignement du français en Syrie et de l'arabe en France, l'aide et le soutien de la France sur le plan de l'instruction publique syrienne.

Hauran
1929-1945

Justice - Juridictions et organisation judiciaire

Juridictions administratives :

Réorganisation des juridictions administratives et institutions du contentieux administratif ottomanes : correspondance (1923); projet de création de tribunaux administratifs supérieurs dans les États, projet de création d'un tribunal supérieur du contentieux et d'un tribunal des conflits au haut-commissariat : correspondance (1923). Juridictions inférieures des cazas et sandjaks, attributions : correspondance (1923). Conseil d'État de la zone ouest, projet de création : lettre (1920). Conseil d'État du Liban, projet concernant ses compétences : note (1923). Conseil supérieur du contentieux, inactivité : note (1926).

Affaires portées devant les tribunaux administratifs (1925-1937).

1SL/250/38

Organisation judiciaire et personnel judiciaire au Liban :

Réorganisation de la justice au Liban : arrêté no 178/LR (10 août 1934), modifié par arrêtés (1934, 1935, 1937). Commission chargée d'étudier les réformes de l'administration et de l'organisation de la justice, création : arrêté (1934). Cour de cassation, projet de suppression : correspondance (1936).

Modification de l'organisation judiciaire

pendant la durée des hostilités : arrêté no 239/LR (16 sept. 1939), irrecevabilité du pourvoi en cassation : arrêté no 196/LR (27 juil. 1940), arrêté no 324/LR fixant le régime judiciaire du Liban (22 nov. 1939), modifié par arrêtés (1941), décrets libanais (1941-1942). Requête civile, répartition entre chambres civiles et cour d'appel : décret libanais (1941). Révision en matière pénale : correspondance (1940). Magistrats français, magistrats mis à la disposition des gouvernements : arrêté (1931), lettre (1930); composition de la cour mixte de justice : projet d'arrêté (1935). Magistrature, projet de rétablissement du concours d'entrée : lettre (1943).

Organisation judiciaire et personnel judiciaire en Syrie :

Organisation judiciaire, projet d'arrêté (s.d). Composition des juridictions syriennes : arrêté (1928). Personnel du ministère de la Justice et composition des cours et tribunaux : décret législatif (1934). Règlement organique et organisation judiciaire du sandjak d'Alexandrette : arrêté, correspondance (1938). Règlement organique et organisation judiciaire des mohafazats du Djébel Druze et du Djébel Alaouite : arrêtés, correspondance (1941-1942). Organisation des juridictions statuant en matière étrangère : correspondance (1939).

1SL/250/39

Organisation et compétences des tribunaux statuant en matière étrangère (dits « tribunaux mixtes » avant 1944) :

Juridictions mixtes du Liban. - Organisation et composition des tribunaux : liste des arrêtés (pris entre 1921 et 1942), projet de réorganisation (1944); remplacement de la cour mixte de justice par la cour de justice : correspondance (1944), loi libanaise créant la cour de justice (1944); compétence des tribunaux libanais en matière de sociétés anonymes : note (1944).

Jugement des causes intéressant les étrangers : projets de loi (1944). Loi relative à la réorganisation judiciaire (1946), suppression des juridictions mixtes : extrait de la Loi libanaise (31/12/1946), note (1947). Avancement des magistrats : arrêté, correspondance (1943).

Juridictions mixtes de Syrie. - Problème de fonctionnement des juridictions en

	<p>Syrie suite à la mobilisation de magistrats français : correspondance (1939-1941).</p> <p>Nouveau statut des juridictions mixtes : arrêté no 290/LR (19 oct. 1939), note, projet d'arrêté (1940), observations d'avocats au barreau d'Alep sur l'arrêté no 316/LR du 16 déc. 1940 portant organisation des juridictions mixtes en Syrie (1940), modification de l'arrêté no 316/LR par arrêtés (1941). Composition des juridictions mixtes :³⁰ arrêtés (1941); aménagement du cadre des magistrats français : arrêté (1942). Projet de modification du statut des juridictions mixtes : correspondance (1944).</p> <p>Suppression des juridictions mixtes : correspondance, notes (1946).</p> <p>Tribunaux religieux :</p> <p>Juridiction chérieh au Liban, organisation, compétence, procédure, recrutement et avancement du personnel judiciaire : décrets parus au journal officiel (1942), correspondance (1941-1942), projet de décret (1946).</p> <p>Juridictions militaires et justice militaire :</p> <p>Compétences des juridictions militaires : correspondance (1939-1943), arrêtés (1939), liste des arrêtés de la délégation générale donnant compétences aux tribunaux militaires (1941-1943). Juridictions militaires sous les FFL, création de tribunaux militaires permanents des FFL : arrêté no 66/FL (4 août 1941), création d'une inspection de la justice des FFL au Levant : arrêté (1941), création d'un tribunal militaire de cassation des FFL (1941). Infractions commises par des militaires : notes (1936-1943). Institution de tribunaux militaires libanais : texte de loi (1945), conflits de compétence : note (1946); projet d'accord franco-libanais : correspondance (1946). Code de justice militaire libanais : copie du texte (1946). Réclamations et affaires diverses (1924-1944, 1942-1945).</p> <p>Jugements étrangers - Exequatur :</p> <p>Exécution des jugements étrangers en Syrie et au Liban, exécution des jugements syriens et libanais à l'étranger : législation (1921-1944).</p> <p>Législation et décisions de justice :</p> <p>Examen de points de législation divers : correspondance (1941-1945). Affaires (1936-1945). Poursuites judiciaires et suspension de poursuites contre des fonctionnaires : arrêté (1936), listes nominatives (1936), décisions (1939), note (1940). Commutation des peines : arrêtés (1936-1941). Procédure administrative en matière d'exécution capitale : correspondance (1931).³¹ Condamnation à mort : arrêtés du haut-commissaire portant exécution des condamnés à mort (1926-1935). Affaire concernant la levée de saisie des biens d'un condamné (1938).</p> <p>Remise de peine : correspondance (1929). Mesures gracieuses, examen des demandes : dossiers individuels (classés par année, un dossier nominatif), arrêtés (1929-1941).</p> <p>1921-1947</p> <p>1SL/250/43</p> <p>Langue officielle</p> <p>Procuration de la délégation générale pour être représentée en justice, langue de la procuration : note.</p>
--	---

³⁰ Réorganisation des tribunaux statuant en matière étrangère intervenant suite à la déclaration de l'état de guerre et à l'absence de magistrats français appelés sous les drapeaux.

³¹ Dont la question de l'assistance publique, des outrages envers des gendarmes et policiers, les procédures de commissions rogatoires.

1945

Légation de France en Syrie et au Liban

Désignation des envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de France à Damas et à Beyrouth : notes.

1946

Les Lettres françaises, société anonyme d'édition et d'impression

Projets de création de sociétés d'édition. Statuts de la société, procès-verbaux des séances du conseil d'administration, bulletin de souscription d'actions de la société, liquidation, requête de l'ancien contremaître (1939-1947).

1939-1947

Ligue arabe

Union des pays arabes : extrait du Journal d'Égypte.

1945

Lois françaises

Lois françaises prises sous Vichy : extraits du Journal officiel de la République française (1940-1941). Ordinance signée à Alger par Henri Queuille instituant l'indignité nationale (26 août 1944).³²

1938-1944

Loterie

Loterie automobile, bénéfices d'une loterie : correspondance.

1921

1SL/250/44

Loyers

Législation en vigueur en Syrie et au Liban :

Territoires ennemis occupés de la zone ouest, création d'une commission arbitrale des loyers à Beyrouth : arrêté no 861 de l'administrateur des territoires (9 déc. 1919).³³

États de Syrie et du Liban, réglementation générale des commissions arbitrales des loyers : arrêtés no 1418 du haut-commissaire (16 mai 1922). État des Alaouites, plafonnement des loyers : arrêté (1922); création d'une commission arbitrale des loyers : arrêté (1923). États de Damas, d'Alep et du sandjak d'Alexandrette, réglementation sur les loyers : arrêtés (1921-1924). État de Syrie, unification et modification de la législation sur les loyers : arrêté (1925), prolongement de la durée d'activité des commissions arbitrales des loyers : arrêtés (1925, 1927), suppression des commissions arbitrales des loyers : arrêté paru dans la revue *El-Acima* (1927). État du Grand-Liban, fixation du prix des locations sur la base de la valeur locative de 1914 : arrêté (1923); fixation du cours de la livre turque or pour le paiement des loyers : arrêté (1924); suppression des commissions arbitrales des loyers : loi libanaise (1927).³⁴³⁵

Compétences des commissions arbitrales à l'égard des biens wakfs :

³² Loi sur le Conseil d'État. Loi sur l'emploi dans l'administration publique. Révision des naturalisations depuis 1927. Loi instituant l'ordre des médecins. Interdiction de certaines émissions radiophoniques. Emploi des démobilisés. Interdiction du travail des femmes. Emploi des chômeurs.

³³ Commission chargée de régler les litiges entre propriétaires et locataires.

³⁴ Création des commissions arbitrales et définition de leurs compétences, réglementation des baux à loyers, fixation du cours de la livre turque or pour le paiement des loyers.

³⁵ Revue officielle du gouvernement de l'État de Syrie, mensuelle.

correspondance (1924). Répression de la spéculation illicite sur les loyers : correspondance (1939). État de Syrie, réglementation sur les locations des immeubles à usage d'habitation ou usage commercial ou industriel et sur les immeubles non bâti et immeubles à usage agricole : lois et décrets législatifs (1938-1944). État du Liban, législation sur les loyers : correspondance, arrêtés, décrets législatifs et lois libanaises (1938-1948); imposition sur les immeubles bâti : décret et loi libanaise (1943, 1946).³⁶

Législation irakienne :

Contrôle sur les baux et locations : texte de loi, correspondance (1942-1943).

Domaine de l'État français :

Locations : bail type (1947), bail de location et projet de bail (1940-1942).

Locations de la délégation générale, terrains, dépôt de marchandises, affaires concernant les résidences du secrétaire général à Aley et à Beyrouth (1943-1947).³⁷

Requêtes concernant les loyers :

Examen des demandes : correspondance (classement par années, qui implique de retrouver une même affaire à divers moments de son traitement, 1940-1943). 1919-1948

1SL/250/45

Magasins généraux

Réglementation générale sur l'ouverture et le fonctionnement des magasins généraux : projet d'arrêté (1923).

Zones franches des ports maritimes, réglementation générale : projet (1933), arrêté (1933); commission intergouvernementale d'étude du régime des zones franches et de la réglementation du transit international des marchandises : procès-verbaux des séances (1933). Zone franche du port d'Alexandrette : correspondance (1933).

Société des entrepôts du Levant : règlement intérieur des magasins généraux de Damas (1933), correspondance (1933).

Compagnie du port, quais et entrepôts de Beyrouth, autorisation d'exploitation de magasins généraux : projet de décision (1923); projet de règlement de la zone franche (1933); monopôle de la compagnie : lettre (1943); travaux sur le port : plan donnant les différentes caractéristiques foncières des terrains intéressés par cette opération (1943).

Constitution de dépôts réels pour les marchandises étrangères : arrêté (1939-1941).

1923-1943

Magistrats français et libanais

Magistrats français au Levant, recrutement, traitement, avancement et statut : arrêtés (1935-1942), correspondance (1926-1947). Organisation judiciaire, revendications des magistrats libanais : mémorandum (1946).

1926-1947

Mandat

Interprétation des traités de Versailles et de Sèvres :

Liquidation des biens ennemis, examen des rapports entre les traités de

³⁶ Il est question ici essentiellement de la prorogation des baux à loyer et de l'interprétation des dispositions de l'arrêté no 19/LR du 26 janvier 1940.

³⁷ Terrains et immeubles dont la délégation générale est locataire.

Versailles et de Sèvres : avis du service juridique de la commission des réparations (1920). Dommages de guerre et avoirs allemands en Turquie : correspondance (1920-1921). Passation de pouvoir entre la Turquie et les autorités mandataires, gestion des pensions civiles et militaires : correspondance (1920); devenir des concessions : correspondance (1920-1921). Nationalité des Syriens d'Égypte : correspondance (1920). Accord d'Angora : copie du texte (1926).³⁸

Mandats français et anglais :

Délimitation des frontières entre territoires sous tutelle française et territoires sous tutelle anglaise : note (1920). Mandat britannique sur la Palestine : projet de mandat (1920), traduction du décret de 1922 « The Palestine order in council » (1923). Projet de convention franco-britannique au sujet des mandats de Syrie et Liban, de Palestine et de Mésopotamie : texte, note (1920).

Mandat sur la Syrie, approbation de la Société des Nations : note (1920); ressources des territoires du Proche-Orient : copie d'une lettre du secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique (1920); projet de mandat pour la Syrie et le Liban (28/10/1920). Rapport sur la situation de la Syrie et Liban : notes (1922), rapport du ministère des Affaires étrangères (1924), extrait du rapport à la commission des mandats de la Société des Nations (1927). Statut organique de la Syrie et du Liban : publication de la Société des Nations (1930). Traité d'amitié et d'alliance entre la France et la Syrie et entre la France et le Liban : textes des traités (1936), correspondance (1936).³⁹

Pouvoirs législatifs et réglementaire des États et des autorités locales : correspondance (1937-1943). Répartition des compétences entre la délégation générale et les États, transfert des services de la Sureté générale aux États : correspondance (1941-1942).

Indépendance des États :

Textes fondateurs du mandat : copies du traité de Versailles, des accords de San Remo, de la charte du mandat. Relations extérieures des États sous mandat : note (1926). Promulgation de la constitution libanaise et pouvoirs mandataires : notes (1926-1930); pouvoirs du délégué général : notes (1943). Situation juridique de la France au Levant : note (1943). Fixation de la date de fin du mandat français sur la Syrie et le Liban : lettre (1946). 1920-1946

1SL/250/46

Marchés de fournitures

Principe de l'égalité économique concernant la participation des étrangers aux marchés et adjudication de l'État : correspondance.

1920-1921

Marine

Recueil des arrêtés du haut-commissaire (1920-1930). Navigation et marine marchande, législation : préparation des arrêtés, arrêtés, correspondance (1921-1936).⁴⁰

³⁸ Le service juridique de la commission des réparations est constitué par MM. Lyon, Pilott et Fischer Williams.

³⁹ Principe de respect de l'égalité de traitement devant l'accès aux ressources des pays sous mandat « et spécialement les ressources pétrolières ».

⁴⁰ Exemples de thèmes recouverts par cette législation : chambre internationale de navigation d'Alexandrette, droits maritimes perçus par les bureaux des ports, balisage des côtes, relevage d'ancres, vente à réméré de bateaux, police de pêche, personnes voyageant en fraude.

Station de pilotage du port de Beyrouth, fonctionnement : projet d'arrêté, note (1939); redevance due à l'État libanais : projet d'arrêté, arrêtés, note (1942). Organisation des services de la marine marchande française dans les États sous mandat français : instruction provisoire (avril 1941). Interdiction de circulation en mer pendant la nuit : arrêté (1941); interdiction d'embarquer ou de débarquer sur la côte pendant la nuit : arrêté (1943). Vente de navires, législation générale : arrêtés (1940-1942); demandes particulières d'autorisation de vente : arrêtés, correspondance (1939-1944). Sauvetage maritime : arrêté (1941), sinistres maritimes : arrêté (1941). Renflouement d'un remorqueur : note (1941). Épave du « Peter Rickmers », attribution de propriété sur la cargaison : correspondance (1926-1945).⁴¹
1920-1945

Matériel

Matériel du Service juridique : liste du mobilier, bons de commandes, correspondance (1944-1947).
1944-1947

Médecins

Autorisation d'exercice de la médecine : correspondance (1924-1925). Ordre des médecins au Liban : projets de statuts (1940), correspondance (1940-1941). *Revue médicale française du Moyen-Orient* : note (1945); création du comité de direction de la revue : arrêté (1945).
1925-1945

1SL/250/47

Mines

Organisation du service des études géologiques et minières dans les États : projet d'arrêté (1921), rapport du conseiller technique chargé des études minières (1921).

Organisation des services des mines dans les États : arrêté (1926). Ressources minières : inventaire général des gîtes miniers de Syrie et du Liban (1921); défense des intérêts français : notes, études (1921). Droit des propriétés des mines : note (1921), cartes des gisements miniers de la Syrie, du Liban, et de la Cilicie (éditées en 1918); affaire de la mine d'Hasbaya (1921). Exploitation des mines, législation sur les permis de recherche : circulaire (1923), octroi de permis : notes (1941-1942); institution du régime minier : arrêté (1924); carrières ouvertes, réglementation : arrêtés (1924, 1935).
1918-1942

Mission culturelle française⁴²

Législation concernant les œuvres françaises de bienfaisance, l'instruction publique et l'archéologie : arrêtés, correspondance (1926-1947). Regroupement des services des œuvres françaises et de l'instruction publique sous l'appellation « Mission culturelle française » : note circulaire de M. Bounoure

⁴¹ Dossiers expédiés de l'ambassade de France au Liban (service de l'attaché financier pour le Proche-Orient) à M. Troccaz, vice-consul, consulat général de France à Beyrouth le 6 février 1953 (bordereau d'envoi présent).

⁴² Première indexation sous le nom « Œuvres françaises ».

(5 déc. 1946).⁴³⁴⁴

1926-1947

Mobilisation - Privilèges des mobilisés

Appel sous les drapeaux, loyers des militaires, protection des familles des militaires tués : requêtes, arrêtés, correspondance (1939-1942).

1939-1942

1SL/250/48

Mœurs - Prostitution

Réglementation de la prostitution (1931-1940). Répression des publicités obscènes (1940). Restrictions vestimentaires pour les femmes (1941)

1931-1941

Monnaie

Recueil des arrêtés concernant le billet syrien (1920-1921).

Législation sur la circulation de l'or, les taux de conversion des monnaies, répression des contrefaçons de billets de banque : arrêtés, correspondance (1920-1927). Usage exclusif de la monnaie légale : notes (1940). Taxe : requête (1942).

1920-1942

Moratorium (Dettes)

Dettes moratoriées, réglementation des États de Damas, de Syrie, du Liban : arrêtés, correspondance (1921-1929).

1921-1929

Municipalités

Législation française sur les municipalités (1926-1935); législation palestinienne sur les municipalités (1926). Organisation des municipalités des villes de l'État de Syrie : arrêté no 160 bis (1926); conseils administratifs : arrêtés parus dans la revue *El Acima* (1926). Organisation des municipalités des villes du Liban : arrêtés (1926-1932), décret (1940); syndicats de municipalités : décret (1940); municipale de Beyrouth : arrêté (1941), décret (1943). Points de législation divers concernant les municipalités : correspondance (1932-1948). Affaires portées devant les tribunaux impliquant des municipalités : extraits de jugements ; requêtes diverses : correspondance (1931-1942).⁴⁵⁴⁶

1926-1948

⁴³ Exemples de thèmes couverts par cette législation : décret libanais sur le personnel des établissements privés, enseignants français au Levant, exonération de l'impôt sur le revenu pour les professeurs, immunité fiscale en faveur de certaines œuvres françaises et étrangères, demande d'exonération de taxe pour l'Institut français d'archéologie du fait du caractère culturel de ses missions, projet d'accord culturel franco-syrien.

⁴⁴ M. Bounoure est nommé au poste de chargé de mission culturelle pour le Liban, la Syrie, la Palestine, la Transjordanie et l'Irak au départ de M. Leduc; M. Moron est, lui, chef des services administratifs des œuvres françaises au Liban. Les dépenses de fonctionnement de la mission culturelle française sont détachées du budget de l'office de gestion et de liquidation au 1er janvier 1947.

⁴⁵ Revue officielle de l'État de Syrie.

⁴⁶ A titre d'exemples : l'insaisissabilité des biens municipaux, la responsabilité des municipalités, les dissolutions de conseils municipaux, le régime fiscal des municipalités, l'urbanisme.

1SL/250/49

Nationalité

Nationalité et citoyenneté française :

Législation française sur l'acquisition et la perte de la nationalité française (1925-1946). Statuts des habitants d'outre-mer (1946); statut des Algériens (1919-1944).

Statuts des Algériens et ressortissants des pays sous protectorat français dans les pays du Levant (1921-1945). Naturalisation française de Syriens et Libanais, requêtes, examen des demandes, problèmes de successions (1927-1946).

Nationalité libanaise et syrienne :

Nationalité des anciens ressortissants de l'Empire ottoman, problème de la nationalité des Syriens d'Égypte ; naturalisation syrienne de Libanais et inversement : arrêté, examen de requêtes, correspondance (1920-1945). Perte de la nationalité libanaise des personnes travaillant pour un pays étranger : loi libanaise (1946), correspondance (1945-1946).⁴⁷

1SL/250/50

Protection américaine des Syriens et Libanais installés aux États-Unis : accord Gouraud-Knabenshue (1921), correspondance (1921-1938).

Nationalité d'autres pays :

Législations étrangères sur l'acquisition et la perte de la nationalité, les successions (1926-1943). Conflits de lois sur la nationalité : texte de la convention internationale de la Société des Nations (1930).⁴⁸

1921-1946

Notes diverses du conseiller législatif⁴⁹

Préparation de la législation, arrêtés parus au BO, correspondance (1919-1944).
1919-1944

Notes de service du haut-commissariat

1SL/250/51-53

Collection des notes de service :⁵⁰

Juil. 1933-1939

1940-1944

1944-1947

1933-1947

1SL/250/53

Offices

⁴⁷ Les ressortissants de l'Empire ottoman pouvaient opter pour la nationalité syrienne ou libanaise jusqu'en août 1926. En ce qui concerne la nationalité des habitants de l'État alaouite et du Djebel Druze, un arrêté du haut-commissaire de 1925 reconnaît leur citoyenneté à part entière, mais ne leur attribue qu'une seule nationalité : la nationalité syrienne.

⁴⁸ Nationalités américaine, australienne, brésilienne, danoise, turque, égyptienne, hedjazienne, palestinienne, irakienne, etc.

⁴⁹ Dossiers constitués ainsi à l'époque, traitant de divers sujets couverts par le conseiller législatif. Exemple de sujets présents dans ces deux dossiers : texte des discours du général Gouraud (1921), dossier sur M. Fournier (1943), pouvoirs du délégué général (1941-1942), questions relevant du domaine militaire (aumôniers militaires, transports et matériel militaire, etc.), municipalités, échange de terrains, séjour des étrangers, accidents du travail, etc.

⁵⁰ Notes destinées à tous les services, émises soit par le service législatif et juridique, soit par des services du haut-commissariat (en général par le secrétaire général), de la délégation générale (1941-1946) ou de l'Office de gestion et de liquidation (fin 1946-1947).

Office des céréales panifiables (OCP) :⁵¹
 Office du blé pour la Syrie et le Liban, création : arrêté no 229/FL (21 avr. 1942), remplacé par l'office des céréales panifiables : arrêté no 120/FC (10 mars 1943). Problème de définition du statut de l'office et de son personnel de l'office : arrêts de la cour de cassation mixte de la République syrienne (1943). Législation sur la détention, le commerce et la circulation des céréales (1941-1945). Archives de l'office : note (1947).

Office des changes :
 Arrêté (1943), décret libanais (1944); transfert à l'État du Liban : projet de protocole (19 avr. 1944).

Office commercial français :
 Affaire concernant le directeur de l'office (1941-1942).

Office de gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la délégation générale de France :
 Création de l'office : arrêté français (6 sept. 1946); organisation de l'office : note de service (1946), dissolution : lettre (1947).

Office des États de Syrie et du Liban en France :
 Prêt et indemnisation de Français dépossédés de leurs biens situés dans le sandjak d'Alexandrette : correspondance (1942-1946); gestion des comptes après l'arrêt de fonctionnement de l'office en 1945 : correspondance (1945).

Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique et littéraire :
 réglementation des droits de propriété commerciale et industrielle pour la Syrie et le Liban : arrêté (1924), loi libanaise (1946). Application en Syrie et au Liban des conventions internationales sur la propriété intellectuelle et industrielle : arrêté (1934, 1939). Correspondance relative à l'office : 1944.⁵² 1924-1947

Ordre public

Maintien de l'ordre public, répression des infractions : arrêté (1932); compétence des juridictions : arrêté (1936).
 1932, 1936

Organisation politique et élections

En Syrie :
 Constitution de l'État de Syrie, promulgation : arrêté no 3111 (1930); projet de révision (1941). Règlements organiques du territoire autonome alaouite et du territoire autonome du Djebel Druze : arrêtés (1939). Organisation et fonctionnement des pouvoirs exécutifs et législatifs en Syrie : arrêté no 144/LR (1939), arrêté no 70/LR (2 avr. 1941), arrêtés (1943). Conseil d'État, composition et attribution : arrêté (1941).
 Organisation des élections, bureaux de vote des nomades des mouvances de Deir ez-Zor, Alep et Damas : arrêté (1931), arrêtés (1943), décrets législatifs (1943).
 Élections et composition du conseil représentatif de l'État de Syrie : arrêté no 1889 (1928). Remplacement de l'expression « Conseil représentatif » par « chambre des députés » : arrêté (1934).
 Élections et composition de la chambres des députés : arrêté (1936).

⁵¹ Office créé dans le but de constituer des stocks de ravitaillement pour la population de Syrie et du Liban.

⁵² Convention de Berne de 1928 (révisée à Rome en 1933) sur la propriété intellectuelle et convention d'union de Paris de 1883 (révisé à Londres en 1934) sur la propriété industrielle.

Indépendance, déclaration du général Catroux : texte (27 sept. 1941).
Enquête sur les sources du droit en Syrie : mémoire de Jacques Esteve, conseiller légiste de la République syrienne (1937).
1928-1943

1SL/250/55

Au Liban :

Constitution libanaise, projet de révision de la constitution du 23 mai 1926 : projet libanais (1927), loi constitutionnelle (17 oct. 1927), copie d'articles de journaux (1927); suspension et rétablissement de la constitution : arrêtés (1943); modifications de la constitution : arrêtés (1943), loi constitutionnelle (1943), loi (21 janv. 1947).
Organisation et fonctionnement des pouvoirs exécutifs et législatifs : arrêté (1941); désignation et pouvoir du président de la République libanaise : arrêtés (1932-1943), notes (1936, 1943).
Conseil d'État, composition et attribution : arrêté (1941). Cour d'appel libanaise statuant en matière électorale : arrêté (1933), correspondance (1933).
Élections des députés : arrêtés (1934, 1937), décrets (1943), article de presse (1947).
Conseiller français auprès du secrétaire d'État du gouvernement libanais, nomination : arrêté (1939)
Indépendance, proclamation du général Catroux (1941), correspondance entre le général Catroux et M. Naccache (nov. 1941), articles de presse (1943).
1927-1943

1SL/250/56

Organisation du Service juridique

Évolution du service et de ses attributions : notes (1942-1943), office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle : notes (1944), artistique et littéraire, contrôle des wakfs. Transfert aux intérêts communs d'une partie du service. Personnel du service : organigramme (1942), décision (1944), projet de lettre (1946).

1942-1946

Palestine

Station de radiodiffusion de Palestine. Organisation des villes. Projet de loi pour l'extradition de délinquants réfugiés en Palestine. Procédure de liquidation des biens ennemis. (1920-1935)
1920-1935

Passeports

Délivrance de passeport, durée de validité, contrôle : arrêtés, correspondance (1920-1941).
1920-1941

Pavillon

Pavillon, utilisation de la croix de Lorraine comme pavillon : notes (1942-1943).
Drapeau libanais, couleurs du drapeau libanais : loi (1943), interdiction de hisser d'autres drapeaux : loi (1945).
1942-1945

Pêche

Police de la pêche maritime : arrêté no 1104 (1921). réglementation de la pêche à la dynamite : arrêté (1939). Amélioration des conditions de vie des pêcheurs de l'île de Rouad près de Lattaquié : lettre (1934).

1921-19329

Pèlerinage à La Mecque

Transports des pèlerins aux lieux saints, concessions : correspondance (1934-1941).

1934-1941

Pénalités

Droits du contrôleur administratif de la zone nord, aggravation des pénalités d'une infraction : note (1920).

1920

Pensions

Pensions de militaires et pensions de retraite de fonctionnaires : législation syrienne et libanaise, requêtes (1920-1947).

1920-1947

Personnel⁵³

1SL/250/57

Personnel de l'administration française au Levant :

Recueil des arrêtés réglementaires sur le personnel (1921-1924).

Organisation des services du haut-commissariat, répartition du personnel : arrêté (1921), arrêté no 3358 (25 nov. 1930). Personnel français et autochtone du haut-commissariat, indemnités, traitement, classement : arrêtés, correspondance (1919-1926). réglementation du personnel français en service au Levant : arrêté no 3360 (2 déc. 1930). Personnel français et autochtone du haut-commissariat, création d'une commission supérieure du personnel : arrêté (1931); traitement, prélèvements sur les salaires, indemnités de vie chère, indemnités de départ et licenciement, immunités fiscales : arrêtés, notes (1931-1948). Réorganisation de l'administration, création d'une commission : arrêté (1940), rattachement administratif des services de sécurité de la délégation générale aux Forces françaises libres : arrêté (17 mars 1942). Situation du personnel civil français et nord-africain : arrêtés (1940-1944). Statut du personnel de service, plantons et cawas : arrêtés (1934-1943). Statut du personnel de l'atelier mécanique : arrêtés, correspondance (1932-1947). Accidents, pensions d'invalidités : requêtes (1934-1947). Anciens agents autochtones du haut-commissariat ou de la délégation générale de la France libre : demandes d'indemnités de licenciement : correspondance (1947-1948).

⁵⁴

1921-1948

1SL/250/58

Personnel du Service législatif et juridique :

Dossiers nominatifs (1927-1947). Correspondance (1939).

1927-1947

Personnes morales civiles et religieuses

Législation sur l'acquisition et la possession de biens immeubles par des personnes morales et les biens wakfs : arrêtés (1924-1934). Réclamations de

⁵³ Comprendre : personnel titulaire et contractuel.

⁵⁴ Sureté générale, services spéciaux et gardes-mobiles.

communautés religieuses et de la *Palestine Jewish Colonisation Association* (1923-1934).

1923-1934

Pétroles

Accord sur les pétroles signé par MM. Millerand et Lloyd George à San Remo (24 avr. 1920). Taxes sur les pétroles : notes (1921). Convention entre la République libanaise et l'Irak Petroleum Company (1931). Transfert de droits de l'Irak Petroleum Company à la société anonyme Transports du Proche-Orient : arrêté (1933).

Affaire concernant le refus opposé à une société d'entrer dans le groupement pétrolier de Syrie et du Liban (1943-1946).

1920-1946

Phares

Société des phares, réparation suite aux dommages de guerre : correspondance (1920-1921). Administration des phares : notes du conseiller juridique (1944).

1920-1944

1SL/250/59

Pharmacie - Pharmaciens

Cliniques privées, réglementation : arrêté libanais (1924). Pharmacies de Beyrouth, inspections : décrets libanais (1926,1930). Nouvelles pharmacies et drogueries, suspension d'ouverture : arrêté, correspondance (1941-1943); autorisation d'ouverture : projets d'arrêtés (s.d.), arrêté (1943). Produits pharmaceutiques, détention : arrêté (1941); infractions à la réglementation : correspondance (1942), décret libanais (1943); commerce des produits et accessoires pharmaceutiques : arrêté (1943).

réglementation sur l'exercice de la pharmacie : projet d'arrêté (1941), projet de décret libanais (1942), correspondance (1940-1942). Office pharmaceutique pour la Syrie et la Liban, création : arrêté (1943). Statut des préparateurs en pharmacie : loi française (1946). Réclamations de droguistes et associations de pharmaciens (1940-1944).

1924-1946

Pigeons voyageurs

Arrêté no 533/FC (3 nov. 1942) sur la colombophilie.

1942

Pipe-line de l'Irak Petroleum Company

Convention de transit des pétroles de l'IPC à travers l'État du Liban et de Syrie (1930); répression d'actes de sabotage du pipe-line : arrêté, correspondance (1942).

1930, 1942

Poids et mesures

Office d'intérêt commun, législation des poids et mesures dans les États du Levant sous mandat français : arrêtés (1935).

1935

1SL/250/60

Postes et télégraphes

Administration des postes et télégraphes des États sous mandat français, recouvrement des créances de l'administration : notes (1930); transport des

colis postaux : convention entre l'administration et la société de chemin de fer DHP (1930); échanges des colis postaux entre l'office postal du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'office postal des États du Levant sous mandat français : arrêté (1938); responsabilité de l'administration : notes (1940).

Personnel des postes et télégraphes : serment de secret professionnel : arrêté (1933). Fonctionnement de la télégraphie et de la téléphonie en cas de mobilisation ou de tension politique : arrêté (1936).

Contrôle postal : arrêté (1941), contrôle des télégrammes : projet d'arrêté, arrêtés, notes (1942-1943); censure des écrits étrangers : projet d'arrêté, arrêté, notes (1942). Cession du service de l'inspection générale des postes et télégraphes aux États : procès-verbal (1944); préparation de la cession par l'État français du réseau téléphonique civil au Liban : rapport du service des transmissions, correspondance (1946); paiement du prix de la cession : correspondance (1946), loi libanaise (1947). Réseau téléphonique militaire du détachement liquidateur : note, listes des abonnés (1946).

1930-1947

Poudres - Service des poudres et explosifs des États sous mandat

Service des poudres, instructions et réglementation du commerce des armes et munitions : imprimé (1928). Répression des infractions à la législation : arrêté (1943).

1928-1943

Poursuites et extradition

Législation générale et affaires (1936-1945).

1936-1945

Pouvoirs législatif - Transfert aux États

Exercice du pouvoir législatif en Syrie et au Liban, organisation provisoire : note (1920). Régularité des actes législatifs : lettre (1921).

Administration de la ville de Beyrouth : répartition des pouvoirs législatifs : correspondance (1921). Actes des pouvoirs législatifs locaux, approbation du haut-commissaire : notes (1936-1937). Action du haut-commissariat en matière législative : note (1936-1939), projets du service législatif : compte rendu (1941). Limitation du pouvoir législatif du parlement syrien : note (1937). Répartition des pouvoirs entre les États et la délégation générale : note (1942); transfert des pouvoirs législatifs et réglementaires exercés par la puissance mandataire : note (1942); transfert de la Sûreté générale aux États : correspondance (1941-1942).

1920-1942

Presse

Loi ottomane sur la presse : copie du texte de 1909. Commentaires et revue de la presse arabe locale (1920, 1924). Préparation de la législation sur la presse pour les territoires sous mandat français : projet d'arrêté (1922), avant-projet d'arrêté (1923), réponses des États de Damas, d'Alep, des Alaouites et du Grand-Liban à l'avant-projet d'arrêté (1923). Correspondance (1920, 1927). Visa des gouverneurs des États ou de leurs délégués avant toute publication : arrêté (1926).

Régime de la presse dans l'État de Damas : arrêté du gouverneur de l'État, approuvé par le haut-commissariat (original, 1924). Régime de la presse dans l'État du Liban : projet d'arrêté (1924), correspondance (1934).

Régime de la presse dans l'État du Liban : arrêté, projet de loi (1934). Interdiction pour les membres du conseil représentatif d'être directeurs ou propriétaires de journaux : projet d'arrêté syrien, avis de l'envoyé du haut-commissariat à Damas (1927). Crimes et délits commis par voie de presse, mesures répressives : arrêté (1924 modifié par arrêté 1933). Loi irakienne sur la presse (1931). Interdictions de vente de certaines revues : décisions (1939-1941). Suspension du journal *La Syrie* : décision (1941). Étude sur la presse dans les États sous mandat (1930). Service de presse et de propagande de la délégation générale, création : arrêté (1941). Journaux *La Syrie* et *L'Orient* : correspondance, requêtes (1944-1947). Agence France Presse, aide financière apportée par la légation de France en Syrie⁵⁵⁵⁶ et au Liban pour l'activité de l'agence : correspondance (1946-1947). Presse française, contrat d'exclusivité de la maison d'édition Hachette pour la distribution de la presse : correspondance (1944).
1920-1947

Prisons

Livret de l'arrêté no 1488 portant règlement du service et du régime pénitentiaire au Liban (1922). Décret syrien de 1940 sur les prisons et l'incarcération des femmes : notes du conseiller législatif (1941).

1922-1941

Procuration

Modèle de procuration accordée par le haut-commissaire à un avocat pour le représenter lors de procès (sd; 1934-1944).

1934-1944

Protocole

Règles protocolaires : notes (1929-1942).

1929-1942

Raffinerie de pétrole de Tripoli

Règlement administratif et financier de la raffinerie (1941). Impôt sur le revenu : notes (1945). Location de terrain par la délégation générale au profit de la raffinerie : baux, correspondance (1941-1945). Accident du travail : correspondance (1941-1946).

1941-1946

Rage

Projet d'arrêté concernant la protection des troupes et de la population civile contre la rage (sd), notes (1941-1943).

1941-1943

Rapports à la Société des Nations

Notes du service législatif sur le contenu « législation » des rapports présentés à la SDN (1920-1938).

1920-1938

⁵⁵ Correspondance concernant le bail de l'imprimerie et du journal *La Syrie* accordé à la délégation générale en 1941 (fin du bail en 1944) et la convention de fusion entre les deux journaux (arrêté du 10 sept. 1941).

⁵⁶ Requêtes concernant des indemnités de licenciement d'employés des journaux *La Syrie* et *L'Orient*.

1SL/250/62

Ravitaillement

Organisation du Service du ravitaillement des États, création d'une commission supérieure du ravitaillement commun : arrêté no 100 (6 mai 1941). Législation sur le ravitaillement : arrêtés du haut-commissaire puis délégué général (1941-1942). Service du ravitaillement au Liban : liste des arrêtés et décrets (pris entre 1941-1945).⁵⁷

Service de la Mira au Liban, organisation : décret (1946), liquidation du service : article du journal *Le Jour* (16 nov. 1946).⁵⁸

Service du ravitaillement en Syrie : liste des arrêtés et décrets (pris entre 1941-1943). Préparation des arrêtés : arrêtés, correspondance (sous-dossiers thématiques, 1939-1944). Juridictions pour le jugement des infractions à la législation sur le ravitaillement général, création de juridictions spéciales : arrêté no 209/FL (14 sept. 1941), correspondance (1941-1943). Réhabilitation de condamnés pour infraction à la législation sur le ravitaillement (1942-1946).⁵⁹

Affaire concernant le ravitaillement de l'ancienne zone ouest des territoires ennemis occupés (1922-1927).⁶⁰

1922-1946

1SL/250/63

Recensement

Projet de recensement de la population du Grand-Liban : projet d'arrêté (1920), commentaires du projet d'arrêté (1920-1921), arrêté (1921); opération de recensement : correspondance (1922), recensement des réfugiés : lettre (1925). Recensement de la population de Damas : note (1922). Recensement de la population du sandjak d'Alexandrette : lettre (1923). Loi irakienne (1927).
1920-1927

Réfugiés

Affaire concernant les terrains d'Anjar, occupés par des réfugiés (1932-1946). Réfugiés arméniens assyro-chaldéens (1931-1944). Régime administratif provisoire propre aux réfugiés assyriens (Irak); naturalisation des Assyriens. Titres de propriété de réfugiés arméniens. Litige au sujet d'une propriété, affaire portée devant les tribunaux : plans de la ville de Beyrouth, circonscription d'Achrafieh. Prévision de transfert des propriétés du haut-commissariat utilisées pour les réfugiés à l'office international Nansen pour les réfugiés sous l'autorité de la Société des Nations (1931-1944).

Réfugiés repliés de Syrie, dommages subis par les Français et agents de la délégation générale en Syrie, indemnisation suite aux événements de mai-juin 1945 (1945-1948).

⁵⁷ Dans ce dossier : stocks de blé, vente de sucre, majoration des taxes sur l'essence.

⁵⁸ Service chargé de l'approvisionnement en céréales panifiables. Le service de la Mira est rattaché au ministère de l'Économie nationale. À travers ce service, le gouvernement libanais détient le monopole de l'achat et de la vente du blé, de l'orge et du burghol.

⁵⁹ Parmi les thèmes abordés figurent : déclaration obligatoire d'essence et de pétrole; prime accordées aux dénonciateurs d'infraction; distribution contrôlée; fixation des prix; lutte contre la majoration illégitime des prix; lutte contre alcoolisme; répression des fraudes; réquisition de locaux et de personnel; réhabilitation de condamnés pour infraction à la législation sur le ravitaillement.

⁶⁰ Un marché avait été conclu entre le haut-commissariat et des prestataires concernant des récoltes de blé pour le ravitaillement. La commande du haut-commissariat fut annulée, s'ensuivirent des dettes pour les personnes impliquées dans ce marché.

1931-1948

1SL/250/64

Réparations

Affaires concernant des demandes de réparation suite à des dommages de guerre : premier dossier (1923-1929), deuxième dossier (1920-1931).

Répartition de l'indemnité affectée par le gouvernement mexicain à la réparation des dommages par la Révolution mexicaine entre 1910 et 1920 : arrêté no 108/LR (21 janv. 1937).

1920-1937

Répertoire de textes législatifs

Service du conseiller légiste de la République syrienne : répertoire méthodique des lois, décrets législatifs et décrets réglementaires publiés au Journal officiel de la République syrienne (1934-1937).

1934-1937

Requête civile

Arrêté ouvrant la voie de la requête civile contre les décisions rendues en matière foncière (1939).⁶¹

1939

Requêtes

1SL/250/64-66

Collection des requêtes soumises au Service législatif et juridique entre 1933 et 1947 (classement par année) : correspondance et liste des noms des requérants et de leurs sujets de requêtes.

Requêtes (1933-1936; 1938-1939; 1940).

Requêtes no 1 à no 128 (1941, les documents datent entre 1938-1941).

Requêtes (1942-1947).

Requêtes (classées par affaires), première requête (1918-1944), deuxième requête (1934-1942), troisième requête (1944-1947).

1933-1947

1SL/250/67

Réquisitions

Réquisitions datant de l'Empire ottoman : correspondance (1921-1924), requêtes (1921-1923). Territoires ennemis occupés, occupation des maisons par le service de l'armée : circulaire britannique (1919); difficultés causées pour la population civile : correspondance (1919); fixation du prix des loyers : correspondance (1919-1920). Haut-commissariat français, réquisitions de logements, de bureaux et de terrains pour l'autorité militaire : liste des locaux réquisitionnés (1921), décisions, arrêtés, correspondance (1925-1931); réquisitions de terrains particuliers : arrêtés, correspondance (1934-1941).

Législation française sur les réquisitions militaires : loi (1938). Droit de réquisition, ouverture : arrêté no 139/LR (30/08/1939), modifié par arrêtés (1939-1942). Indemnités de réquisition : notes (1939-1940). Réquisition de personnel civil : décision, arrêté, note (1941-1942). Réquisition de locaux, de denrées : arrêtés, notes (1940-1943). Commissions des réquisitions de Syrie et du Liban, composition : arrêtés, correspondance (1939-1947). Requêtes suite à

⁶¹ Peuvent, dans certaines conditions, être attaquées par voie de la requête civile les questions de délimitation de biens fonds et des décisions du juge immobilier.

des réquisitions : correspondance (1943-1948). Réquisitions par les Britanniques, affaire de l'usine de bitume de Dora (1941-1949).⁶²⁶³
1921-1949

1SL/250/68

Responsabilité (de l'État ou des municipalités)

Responsabilité de l'État ou des municipalités en cas d'émeutes : notes (1936-1941).
1936-1941

Restitutions

Projet de reconstitution de la commission arbitrale des restitutions prévue par le traité de Sèvres : note (1921), liste des affaires non soumises à la commission (s.d.).⁶⁴

Requêtes et affaires diverses : correspondance (1921-1927).⁶⁵
1921-1927

Routes

réglementation pour l'élargissement de la route Beyrouth-Tripoli : traduction de la décision du conseil administratif du Liban no 59 (1920).
1920

Sabotage

Extraits du code pénal français et du code de justice militaire (s.d.).
s.d.

Saisies-arrêts (dette)

Saisies sur les traitements pour dette : notes (1945-1946).
1945-1946

Santé, hygiène et Assistance publique

Santé publique, mesures générales : arrêté (1920), prévention de la dysenterie : note (1920), projet de service vétérinaire : note (1920), budget des services quarantainaires : note (1921), exercice de la pharmacie : notes (1921-1926). Organisation de la direction de l'Hygiène et de l'Assistance publique du Grand-Liban, personnel des hôpitaux, statistiques diverses : livret *Annuaire médical Grand-Liban* (1921-1924). Liste du personnel médical du Grand-Liban : imprimé (1925). Décrets législatifs libanais relatifs à l'hygiène publique : imprimé (1932). Société orientale de navigation : concession du transport des pèlerins sur les lieux saints de l'islam : arrêté (1935). Lutte contre les maladies vénériennes : correspondance (1940), législation française (1939).

Protection des animaux : arrêtés (1925, 1940), correspondance (1940). Services

⁶² Droit concernant les réquisitions de personnel, de fournitures matérielles, de locaux, de moyens de transports, d'équidés, de voitures, de véhicules automobiles.

⁶³ Décision concernant les agents du personnel du chemin de fer DHP. Arrêté de réquisition du personnel civil du service des transmissions des Forces françaises combattantes. Note au sujet de la réquisition du personnel de l'imprimerie du journal *L'Orient*.

⁶⁴ Commission ayant fonctionné entre janvier 1920 et février 1921 avant d'être dissoute.

⁶⁵ Indemnités pour dégâts de cantonnement causés par les troupes fayçaliennes, restitution des biens des Arméniens déportés, réclamation d'un Turc contre le gouvernement français pour non restitution de ses biens en l'état, réparations dues par la Turquie pour les dommages causés aux Syriens et Libanais.

quarantenaires des États du Levant, question du transfert aux États : rapport du directeur général du service (1943), correspondance (1944-1945).
1920-1944

Sapeurs-pompiers

Une note au sujet de la réquisition des sapeurs-pompiers (1943).
1943

Secours

Secours aux veuves de fonctionnaires décédés et aux retraités. Caisse de secours et caisse de prévoyance des fonctionnaires du Djebel Druze : correspondance (1941-1945). Demande d'aide financière de M. Chabert : note (1947).

1941-1947

Sel

Approvisionnement en sel : lettre du délégué administratif de la zone ouest (1920). Régime du sel au Liban (1921). Vente et importation du sel au Liban : décision (1921).

1920-1921

Séquestre

1SL/250/69

Séquestre judiciaire :

Projet de législation relative aux séquestres judiciaires en matière de wakfs : correspondance (1937).

Séquestre général des biens ennemis :⁶⁶

Séquestre des biens ennemis et interdiction de commerce avec l'ennemi : décret-loi français (1er sept. 1939), jurisprudence française (1914-1917). Déclaration, saisie et séquestre des biens des sujets ennemis : arrêtés (1939). Liste officielle des personnes et des établissements avec lesquels tous rapports sont interdits, parue au Bulletin officiel (10 sept. 1941), modifiée par arrêté (10 janv. 1945). Législation relative au séquestre général : arrêtés (1941-1946), liste récapitulative des arrêtés pris entre 1941 et 1946, préparation des arrêtés et correspondance (1941-1942). Séquestre de biens appartenant à des Français : loi française relative à la déchéance de la nationalité française (10 sept. 1941), correspondance entre le ministre des Affaires étrangères et le haut-commissariat, arrêté (1940-1941). Mise sous séquestre et levée du séquestre de sociétés françaises dont le siège est en France et de sociétés libanaises et syriennes à intérêts français : correspondance (1942-1945).

Séquestre des biens néerlandais (1945). Séquestre des biens italiens en Syrie et au Liban : correspondance et arrêtés (1942-1946), main-levée de séquestre des biens italiens : arrêté libanais (1947).⁶⁷

Séquestre des biens allemands, levée des mesures de séquestre : correspondance (1940-1941). Projet d'accord international concernant les réparations à recevoir de l'Allemagne, loi sur la prise en charge et le recensement des avoirs allemands à l'étranger (30 oct. 1945).

⁶⁶ L'expression « séquestre des biens ennemis » couvre, d'une part, la gestion des biens des personnes issues des nations opposées aux Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale (en 1943, le séquestre concerne les biens des Allemands et des Italiens), le contrôle des intérêts des personnes se trouvant sur un territoire occupé par l'ennemi (dont la France après l'armistice de 1940), le contrôle des sociétés françaises ayant leur siège à Paris et des sociétés libanaises et syriennes à capitaux français.

⁶⁷ Rayant la France métropolitaine de la liste.

1SL/250/70	<p>Fonctionnement du Service du séquestration général, exonération des frais judiciaires : correspondance (1942-1943); transfert des attributions du Séquestration général des biens ennemis au gouvernement libanais : correspondance (1946), attributions conférées au gouvernement libanais : lois libanaises (1946). Correspondance générale concernant les affaires de séquestration (1941-1948). Collection des notes du service juridique, requêtes (sous dossiers classés par année, 1939-1946).</p>
	1937-1947
	Sériculture
	Note concernant la législation libanaise sur la sériculture (1943).
	1943
	Services de la délégation générale
	Service liquidateur, envoi au ministère des Affaires étrangères des dossiers des agents du haut-commissariat et de la délégation générale faisant partie des cadres d'une administration française, métropolitaine ou coloniale : note (1948).
	1948
1SL/250/71	Services fonciers
	Organisation des services fonciers de Syrie : instruction générale (s.d.), fascicule (1922). Réformes foncières : fascicule rédigé par M. Duraffourd, ingénieur topographe chargé de l'immatriculation foncière des États de Syrie (1923). Institution du registre foncier : projet de loi syrienne (s.d.), projet d'arrêté édictant les détails d'application de l'arrêté sur l'institution du registre des immeubles (1926), arrêtés (1926, 1940). Délimitation et recensement des immeubles : projet d'arrêté, arrêtés (1925-1926). Contrôle des services fonciers : projet d'arrêté de création (1926). Requêtes et correspondance du service législatif (1922-1926, 1935). Justice, ouverture de la requête civile contre les décisions rendues en matière foncière : arrêté (1939), statut des juges immobiliers : modification de l'arrêté de 1926 par arrêté (1939). réglementation de la propriété foncière : arrêtés (1941-1942), interprétation du mot « absents » de l'arrêté de 1930 : arrêté (1940), deux affaires (1941-1942); droits de succession : arrêté (1940). ⁶⁸
	1922-1942
1SL/250/72	Servitude militaire
	Biens situés dans le périmètre de défense des citadelles ou fortifications : extraits de lois et règlements ottomans (datant de 1914).
	s.d.
	Sociétés
	Association politiques et syndicales : correspondance (1920-1921). Sociétés étrangères, législation : notes, correspondance, projet, arrêtés (1921-1926); enregistrement : note (1943). Sociétés anonymes, question relative à leur nationalité : correspondance (1924); rattachement aux juridictions mixtes : arrêté (1924); commission de contrôle des statuts des sociétés anonymes : arrêté (1942). Certificat de nationalité syrienne des sociétés : notes (1941). Notes du

⁶⁸ Organisation des services fonciers de Syrie : une direction et trois organes d'exécution (l'immatriculation foncière, les travaux du cadastre, le service du defter-khané).

service (1930-1946). Société française d'entreprises : convention et cahier des charges (1920), projet d'arrêté (1922), correspondance (1923).⁶⁹
Société d'électricité La Kadischa (1934-1945). Société orthodoxe de Palestine, litige concernant la propriété d'un bien-fonds (1941); élection du patriarche orthodoxe de Jérusalem : lettre du consulat de France à Jérusalem (1931).⁷⁰
Société russe de Palestine, successions : correspondance (1928-1941). Sociétés secrètes, interdictions des loges maçonniques et séquestrés de leurs biens : arrêtés (1940-1941) abrogés par arrêté (1944), correspondance (1940-1946).
1920-1946

1SL/250/73

Spears (Mission) - Forces alliées

Liste d'arrêtés (1941), note résumant les articles de presse au sujet de la venue de Spears (s.d.), note (1944).

1941-1944

Statut personnel des Syriens et des communautés religieuses⁷¹

Recueil de législation, priviléges des communautés non musulmanes, droit de famille, condition des ecclésiastiques (législation ottomanes du XIXe-1936).

Droit de famille : arrêté (1921). Tribunaux chérés du Djebel Druze : correspondance (1931).

Création du statut personnel des communautés religieuses : arrêté no 60/LR (13 mars 1936), modifié par l'arrêtés (1938-1939). Rapports entre le droit civil et la législation religieuse : étude de M. Choukri Cardahi (s.d.). Statut personnel des catholiques : texte du statut, correspondance (1938). Statut personnel des orthodoxes : correspondance (1936). Statut personnel de la communauté évangélique : code de procédure des tribunaux confessionnels évangéliques en Syrie et au Liban. Correspondance sur divers points de la législation sur le statut personnel (1932-1947).⁷²⁷³⁷⁴

Tribunal des conflits, création : arrêté no 2978 (1924) modifié par arrêté (1933); personnel du tribunal : arrêtés (1942-1944). Compétence des tribunaux chérehs et mixtes, deux affaires (1941-1945).

1921-1947

Stupéfiants

Régime des exportations, article prohibés : arrêté (1921). Prohibition de la

⁶⁹ Notamment les compagnies d'assurance, les sociétés concessionnaires, les banques.

⁷⁰ Société anonyme libanaise La Kadischa, affaire de différences de traitement entre les actionnaires. Projets de nouveaux statuts en 1938. Séquestre général de deux sociétés françaises actionnaires de la SA libanaise La Kadischa, la Société pyrénéenne d'énergie électrique et la société La Toulousaine du Bazacle : correspondance (1943-1945).

⁷¹ Les Syriens appartenant à une communauté religieuse ayant un statut personnel défini (reconnaissance légale donnant au statut personnel d'une communauté force de loi), sont placés, s'ils en font la demande, sous le régime de leur communauté à l'exception de certains points communs à toutes les communautés et définis dans le statut personnel syrien (L'arrêté no 146/LR du 18 nov. 1938 précise que seuls les points non régis par le statut personnel de la communauté sont soumis aux dispositions de la loi civile). Les Syriens sont automatiquement placés sous le régime de la loi générale s'ils ne font pas la demande d'être affiliés au statut personnel de leur communauté.

⁷² « Art 4 : ce statut détermine la hiérarchie des chefs spirituels, la composition des tribunaux, conseils et commissions, la juridiction attribuée aux tribunaux religieux [...] ».

⁷³ Non application pour les musulmans de l'arrêté de 1936.

⁷⁴ État civil, mariage, tutelle d'enfants, application de la législation. Une note de 50 pages datant de 1942 et rédigée par M. Gennardi est particulièrement intéressante pour aborder le statut personnel des communautés.

culture du hachiche et de l'opium : arrêté (1925). réglementation de la fabrication, détention, commerce, importation et exportation de stupéfiants : arrêté (28/08/1934) modifié par arrêté (1935), abrogé par loi libanaise (1946). 1921-1946

1SL/250/74

Successions

Loi civile, définition du statut personnel et successoral : projet de loi et de décret (s.d.); réglementation des successions de droit musulman : texte (s.d.). Succession concernant des étrangers : lois libanaises (1929-1936), arrêtés du haut-commissaire (1933-1934); pouvoirs des consuls en matière de successions : correspondance (1926-1934); régime successoral applicable en Syrie et en Turquie : correspondance (1931-1933). Successions concernant des sujets et protégés français : correspondance (1933). Institution du registre foncier : arrêtés (1939-1941). Régime notarial au Liban : notes mentionnant des numéros de décret (1941); testament des non-musulmans : lois libanaises (1929-1946).⁷⁵

Succession en Palestine : ordonnance (1923). Étude de points particuliers de la législation sur les successions et études de requêtes : correspondance du service législatif (1927-1946). Affaires : dossiers de cinq affaires (1925-1945).⁷⁶ 1923-1946

1SL/250/75

« Syndicat du riz » (Affaire dite du)

Affaire concernant l'achat, par des commerçants de Beyrouth, de riz importé; infraction à la législation sur le ravitaillement.
1941-1946

Tabacs et tombac

Législation ottomane sur le monopole des tabacs : livret imprimé (1914). Projet de concession du tombac : correspondance (1921). Matériel de traitement du tabac : correspondance (1921-1923). Régie co-intéressée des tabacs de l'Empire ottoman, question de la possibilité de poursuite en justice : correspondance (1924); rapport (1926), règlement des comptes de la régie : rapport, correspondance (1927). Société anonyme « Régie co-intéressée libano-syrienne des tabacs et tombacs » : statuts (1935); législation sur le monopole des tabacs et tombac : arrêté no 16/LR (30/01/1935), problèmes d'application de l'arrêté : correspondance (1935-1936); contrebande : arrêté (1935). Culture du tabac, réglementation : arrêtés (1941), constatation d'infraction : correspondance (1938-1940). Compagnie libano-syrienne des tabacs, liquidation : correspondance (1945). Affaire concernant la compagnie perso-libano-syrienne (1940-1941). Séquestre de la régie française des tabacs : correspondance (1941).⁷⁷
1921-1941

Taxes

Municipalité de Beyrouth, taxes : recueil des lois et règlements (imprimé,

⁷⁵ Législation des successions étrangères (nationalité autre que libanaise) ou auxquelles sont appelés des étrangers.

⁷⁶ Successions en déshérence, succession en faveur d'étrangers, droits des Syriens et Libanais lors de la succession d'un étranger.

⁷⁷ Crée en 1930, elle devient simple actionnaire de la Régie co-intéressée libano-syrienne des tabacs et tombacs à partir de 1935.

1929). Douanes et office d'intérêt commun : nomenclature de textes réglementaires autorisant la perception de taxes (législation prise entre 1921 et 1933). Finances : extrait de loi libanaise (1945). Taxes et exonération de taxes concernant les wakfs (1929-1940).⁷⁸⁹

1929-1945

TSF (Télégraphie sans fil et téléphonie)

Convention entre le haut-commissariat et la compagnie générale de télégraphie sans fil (1er déc. 1921); correspondance concernant cette convention et la société Radio-Orient, filiale de la compagnie (1938-1945). Appareils⁸⁰ de TSF, projet d'arrêté : correspondance (1923-1924); réglementation sur les appareils d'émission ou de réception : arrêtés (1940-1942), correspondance (1941). Instauration de la censure des émissions radiophoniques publiques : arrêté (1939). Concession et exploitation des réseaux téléphoniques : projets de conventions (1928).⁸¹

19215-1945

Timbre

Timbres fiscaux, législation : correspondance (1922-1929), arrêté (1925).

Timbres postaux : correspondance (1943), note (1944).

1922-1944

Tourisme

Conseil supérieur de tourisme et de villégiature du Liban, création : arrêté (1940).

1940

1SL/250/76

Traité

Traité de Sèvres (20 août 1920) : extraits, correspondance (1920-1921).

Convention franco-britannique pour faciliter l'accomplissement des actes de procédures entre personnes résidant dans leurs territoires respectifs (1922).

Convention de délimitation fixant la frontière entre les pays sous mandat français et pays sous mandat britannique (3 févr. 1922). Mandat pour la Syrie et le Liban : copie du texte officiel de la SDN (24 juil. 1922). Convention relative à l'évacuation et à la réparation des dommages subis en Turquie par les ressortissants des puissances contractantes, Empire britannique, France, Italie, Japon, Roumanie (23 nov. 1923). Convention de bon voisinage entre les gouvernements britannique et français pour le compte des territoires de Palestine, de la Syrie et du Grand-Liban (2 févr. 1926). Protocole du traité turco-syrien d'amitié et de bon voisinage (Angora, 30 mai 1926).

Correspondance et traités divers (1926-1932).

Traité de paix de Lausanne (24 juil. 1923), interprétation et application : correspondance (1923-1931), décision (1925); biens des ressortissants turcs et syriens : correspondance (1924-1926); acquisition de la nationalité syrienne ou

⁷⁸ Impôts sur les terres et revenus, taxes judiciaires, taxes sur l'alcool, taxes de sûreté générale, amendes.

⁷⁹ Exonération des taxes des immeubles affectés au service du culte, demandes d'exonération de taxe douanière, affaire concernant les taxes de transports de matériaux de l'administration des wakfs musulmans, question de l'exonération du timbre postal pour l'administration des wakfs, unification des droits et taxes dans les services des wakfs.

⁸⁰ Société anonyme ayant son siège à Paris.

⁸¹ Interdiction de détention de poste TSF dans les voitures automobiles, interdiction de l'audition des émissions radiophoniques ennemis, interdiction d'exportation d'appareil d'émission-réception.

libanaise par des Palestiniens : correspondance (1927). Turquie⁸² et pays sous mandats, accords d'Angora : correspondance (1926); biens des ressortissants libanais et syriens en Turquie : lettre faisant référence à la convention d'Ankara de 1932 (1937).

Index de traités franco-syriens ou étrangers (1920-1930).

Traité entre la France et la Syrie : liste récapitulative d'accords et projet d'accords (1920-1930); projet de traité d'amitié et d'alliance entre la France et la Syrie (1936). Traité concernant l'organisation du service du transport par automobiles en liaison avec le chemin de fer (1932).

1920-1937

ISL/250/77

Transfert des services communs aux États

Convention libano-syrienne relative à la gestion des services d'intérêt commun : texte de la convention (22 déc. 1943), loi libanaise de ratification (14 févr. 1944), article de journal (1944). Rattachement des services d'intérêts communs aux départements libanais : décret-loi (29 févr. 1944). Projets de protocole de transfert aux États du service de l'inspection générale des postes et télégraphes, du service de la police sanitaire et vétérinaire, des services quarantaires (3 juin 1944). Projets de protocole de transfert aux États de l'office pharmaceutique (14 mars 1944). Projets de protocole de transfert au Liban du service des antiquités (3 juin 1944). Protocole de transfert de la sûreté générale à la Syrie (7 juil. 1944). Intérêts communs : correspondance (1944). Compétence du conseil supérieur des intérêts communs : extrait du Journal officiel (13 mars 1946). Accord financier franco-britannique : correspondance (1944).⁸³⁸⁴

19453-1946

Transport aérien

Convention internationale de Varsovie (1929) pour l'unification de certaines règles du transport aérien international, publication : arrêté (1933).

Homologation de la convention entre le Liban et les États-Unis d'Amérique : loi libanaise (1947).

1933-1947

Travail

Projet d'insertion, dans les mandats A, d'un article proposé par le Bureau international du travail : correspondance (1921). Société des Nations : conférence internationale du travail (1931). Situation des conditions de travail en Syrie et de l'avancée de la législation : notes (1934-1938). Travail des enfants et des femmes dans l'industrie : loi libanaise (1935), correspondance (1941-1943). Section sociale et des œuvres de jeunesse à la délégation générale, création : arrêté no 140/FL (3 sept. 1941). Droit de grève : note (1942).

⁸² Changement de nationalité des sociétés, biens, droits, intérêts, mobiliers ou immobiliers des ressortissants turcs; situation des syriens en Turquie.

⁸³ Jusqu'en 1944, le service des intérêts communs est géré pour le compte de la Syrie et du Liban par la délégation générale. Restent communs aux deux États la gestion des douanes, des sociétés concessionnaires et la régie des tabacs, gérés par une commission supérieure des intérêts communs. Sont propres à chaque État le service des poudres, la protection de la propriété intellectuelle, commerciale et artistique, les travaux publics, les PTT, le service archéologique, la défense passive, la sûreté générale, le contrôle des sociétés concessionnaires propre à un pays, le séquestration des biens ennemis.

⁸⁴ « En raison des nécessités imposées par l'État de guerre, une sûreté aux armées, [...] continuera de subsister sous l'autorité militaire. Une étroite collaboration sera maintenue entre la Sûreté générale et la sûreté aux armées »

	Accident du travail, préparation de la législation : notes (1941-1944). Code du travail libanais (1946). ⁸⁵⁸⁶
1SL/250/78	Code des obligations et des contrats : loi libanaise (1937). Indemnités de licenciement : notes (1941). Salaire minimum, instauration d'un salaire minimum dans les entreprises industrielles et commerciales : correspondance de préparation d'un arrêté (1941-1942), décret et lois libanaises (1944-1946), décret syrien (1942); revendications des ouvriers, affaires concernant plusieurs entreprises : extraits de jugement, articles de journaux, notes (1945-1946). Licenciement, réglementation : décrets syriens (1942-1943); indemnités de licenciement : correspondance (1942-1944); conflits de lois : notes (1944). Affaires concernant le licenciement de personnel (1941-1947). Création d'un office du travail et de la protection des travailleurs (1939). Accidents du travail, indemnisation en cas d'accident du travail : proposition de loi du directeur des offices d'intérêts communs (1940), correspondance (1941-1943), projets d'arrêtés (s.d.), arrêtés du délégué général (1943), décret libanais (texte en arabe, 1943). Recensement des chômeurs libanais : articles du journal <i>Le Jour</i> (1947). ⁸⁷⁸⁸⁸⁹
	1921-1947
1SL/250/79	<p>Travaux publics</p> <p>Services de travaux publics des États de Syrie et du Liban, organisation : projet d'arrêté (s.d., après 1920); désignation du conseiller du haut-commissariat pour les travaux publics : arrêté (1926). Sociétés concessionnaires ; travaux publics ; expropriations ; accord de concession ; réglementation de la circulation automobile ; transport d'énergie : législation, notes administratives (classement par ordre chronologique, non par thème, 1921-1941). Requêtes et affaires (1928-1945).</p>
	1921-1945
	<p>Trésor - Découverte d'un trésor</p> <p>Demandes d'autorisation de recherches et de fouilles en vue de la découverte de monnaies : correspondance (1933-1944), projet de contrat (1943).</p>
	1933-1944
	<p>Triangulation</p> <p>Travaux publics, protection des signaux trigonométriques : note (1920).</p>
	1920
1SL/250/80	<p>Tribunal des conflits</p> <p>Dossier de principe :</p>

-
- ⁸⁵ Note au sujet de la législation ottomane, note sur les conditions de travail à l'IPC et à la Banque de Syrie, note sur « la décadence de l'artisanat, le chômage et les moyens d'y remédier ». Projets de législation sur le travail dans les pays limitrophes de la Syrie.
- ⁸⁶ Correspondance avec la section sociale du cabinet du délégué général, correspondance avec l'Union pour la protection de l'enfance au Liban (association).
- ⁸⁷ Ouvriers de la compagnie DHP, de la compagnie des tramways et de la compagnie d'électricité de Beyrouth.
- ⁸⁸ Compagnie Shell, chemin de fer DHP, personnel de gardiennage des Biens français, personnel du Service du ravitaillement.
- ⁸⁹ Accidents du travail des ouvriers, employés ou apprentis (mines, industries du bâtiment, chantiers d'exploitation forestière, transports, entreprises d'énergie électrique, entreprises de chargement et déchargement, fouilles archéologique, exploitation fabrication/manipulation d'explosifs, travail nécessitant l'utilisation de machines mécaniques).

Tribunal des conflits, création et compétences : projet d'arrêté (1924), arrêté no 2978 (5 déc. 1924) complété par arrêté no 146/LR (10 oct. 1933). Composition du tribunal : arrêtés, correspondance (1924-1944). Organisation d'une juridiction spéciale pour régler les conflits entre les tribunaux locaux et les tribunaux statuant en matière étrangère : projet d'arrêté, correspondance (1929-1930). Transfert aux États : correspondance (1944-1945). Statut de la famille applicable aux communautés musulmane, chrétienne, israélite en Syrie : article de *L'Orient* (1932). Priviléges juridictionnels de la communauté druze : correspondance (1937-1938). Jurisprudence : table des jugements rendus par le tribunal des conflits (1925-1945). Correspondance générale (1930-1945); correspondance concernant des affaires (1925-1931).⁹⁰⁹¹

1SL/250/81

Registres des affaires du tribunal des conflits :

Affaires no 1 à 69 : registre (1928-1936)
Affaires no 70 à 118 : registre (1936-1945)

Affaires no 139 à 140 : registre no 4 (1945)⁹²

Dossiers d'affaires soumises au jugement du tribunal des conflits (1928-1945). Notes concernant le transfert des archives du tribunal des conflits (1948-1949). 1924-1949

Troupes spéciales du Levant

Statut des militaires des troupes spéciales du Levant : arrêté no 3045 (1930) modifié par arrêtés (1933-1945); dispositions particulières en cas de service hors des territoires des États du Levant : arrêtés (1943); création d'un corps de sous-officiers techniciens : arrêté (1943). Organisation de la police judiciaire militaire des troupes spéciales du Levant : arrêté (1934). Affectation d'immeubles aux troupes du Levant, réglementation : arrêtés (1935). Emplois réservés aux militaires des troupes spéciales du Levant dans les administrations locales des postes et des télégraphes : arrêté modifiant celui de 1932 (1936). Notes administratives (1943-1946).⁹³

1930-1946

Turquie

Loi turque sur l'exercice de la médecine (1928, copie de 1931). Arrangement portant règlement définitif des questions territoriales entre la Turquie et la Syrie (1939). Traité d'amitié entre la France et la Turquie (1938). Convention syro-turque d'amitié et de bon voisinage (1940).

1931-1943

1SL/250/82

Urbanisme⁹⁴

⁹⁰ « Art 1er : Les conflits d'attributions entre l'ordre judiciaire et les autorités et juridictions administratives des États sous mandat et du haut-commissariat, sont tranchés par un tribunal des conflits. [...] Le tribunal est également compétent pour trancher les conflits d'attribution entre les juridictions judiciaires de droit commun et les juridictions religieuses ».

⁹¹ « Art 1 : [...] Le tribunal, ainsi constitué, est compétent pour décider si un jugement rendu par une juridiction ecclésiastique autre que le tribunal du Chéri, déféré, aux fins d'exécution, au bureau exécutif, a été rendu compétamment et doit être exécuté. ».

⁹² Les registres numérotés 1 à 3 ont été transmis au gouvernement libanais en 1949 (note de Mme Valéry, chargé de mission à la légation de France).

⁹³ Recrutés parmi la population locale.

⁹⁴ Dossier constitué au moment de la mission de l'architecte Michel Écochard, directeur de l'Urbanisme pour

Aménagement du pays, urbanisme et reconstruction des régions dévastées par suite de faits de guerre, législation française : liste des lois et décrets français (1940-1942). Urbanisme au Levant : liste récapitulative des textes législatifs (1924-1941). Expropriation pour cause d'utilité publique : avant-projet de décret (1940). « Le problème de l'urbanisme dans les États du Levant » : rapport de M. Ecochard (1941).

Beyrouth, dégagement du port : compte rendu de réunion (1943); extension de la ville : projet de loi, compte rendu de réunion (1943). Législation libanaise sur les constructions : note (1943).

1940-1943

Valise diplomatique

Itinéraires d'Air-France vers Moyen-Orient et expéditions de valise diplomatique par mer : notes de la légation de France (1946-1947).

1946-1947

Vilayets

Administration des vilayets : loi ottomane (1913, copie), note destinée au délégué administratif adjoint de la zone ouest (s.d., vers 1919-1920).

1919-1920

1SL/250/83

Wakfs⁹⁵

Dossier de principe :

Résidence générale de France au Maroc, conférence sur les habous : imprimé (1921).

Organisation ottomane des charges des wakfs : règlement ottoman.

Organisation de la direction générale des Wakfs et Services des affaires immobilières : notes (1921), rapport du chef de la section immobilière sur la question des wakfs musulmans (1920). Organisation

des services fonciers en Syrie et au Liban : note (1921). Contrôle général des wakfs musulmans, création : projet d'arrêté (1921?). Réorganisation du contrôle et de l'administration des wakfs musulmans dans les États sous mandat : décision no 10 (27 déc. 1930) du conseil supérieur des wakfs musulmans dans les États sous mandat, approuvé par arrêté (16 déc. 1931).

Réclamations contre l'organisation des services des wakfs : rapport de M. Laoust sur le contrôle des wakfs de Syrie et du Liban (1941).

Législation sur les wakfs :

Modification à apporter à l'arrêté 753 relatif aux biens wakfs : note (1922).

Wakfs zuriés, projet de suppression : note (s.d.), irrévocabilité des opérations de partage : arrêté (1926). Autorisation de l'istibdal : arrêté no 80 (1926), autorisation de l'istibdal pour les locations par voie d'idjara wahida, d'idjaratein ou de moukatas : arrêté no 79 (1926), décision du conseil supérieur du contrôle général des wakfs. Possession de wakfs par des personnes morales : arrêté (1926). Redevances dues aux wakfs : arrêté (1926); perception des taxes sur les opérations d'istibdal : correspondance (1932-1935). Saisies d'immeubles wakfs : correspondance (1936). Compétences des tribunaux en matière de wakfs : notes (1925, 1941), correspondance (1922-1929); Wakfs

l'État de Syrie, détaché au haut-commissariat en 1941.

⁹⁵ En général : compris dans le sens des biens d'une fondation pieuse et de bienfaisance. En compléments d'information sur les wakfs : voir le répertoire numérique consacré aux services fonciers et à l'inspection du contrôle des wakfs (Papiers Gennardi), 1SL/251.

non musulmans : correspondance (1929); procédure d'istibdal : correspondance (1935); inscription d'actes sur le registre foncier : correspondance (1934); conflits de compétence : correspondance (1940-1941). Exécution des jugements rendus contre l'administration des wakfs : correspondance (1930-1934). Affaires portées devant les tribunaux, requêtes : première affaire (1933-1941), deuxième affaire (1939-1944).⁹⁶

1920-1944

Zone frontière

Note du conseiller juridique à propos du régime des autorisations d'ouverture de magasins dans la zone frontière (1945).

1945

⁹⁶ « Art.1 : Les immeubles wakfs pouvant faire l'objet d'istibdal se divisent en trois catégories : 1. Les immeubles wakfs grevés d'un droit réel (idjaratein - idjara tawilé); 2. Immeubles bâtis ou non bâtis situés hors des lotissements urbains ou ruraux et non susceptibles d'être allotis; 3. Istibdal des terrains compris dans les lotissements urbain ou ruraux ou susceptibles d'être allotis ».

Index méthodique des mots-matière

Cet index méthodique des mots-matière renvoie aux dossiers de l'inventaire, où ils figurent rangés dans l'ordre alphabétique

I. Organisation politique, administrative et judiciaire

1. États sous mandat

Adana
Actes législatifs
Alexandrette
Codification
Conseil d'État
Date certaine d'actes
Date de mise en vigueur des lois, décrets et arrêtés
Décrets législatifs libanais
Décrets et lois libanais
Fédération des États de Syrie
Fonctionnaires
Mandat
Municipalités
Organisation politique et élections en Syrie
Organisation politique et élections au Liban
Pavillon - Drapeau libanais
Pensions
Personnel
Pouvoirs législatif - Transfert aux États
Responsabilité
Transfert des services communs aux États
Vilayets

2. Haut-commissariat et délégation générale

Actes législatifs
Budget
Bulletin économique
Bulletin officiel des actes administratifs du haut-commissariat
Charges de famille
Comité consultatif de législation
Commissions
Conseil supérieur du contentieux du haut-commissariat
Date certaine d'actes

Date de mise en vigueur des lois, décrets et arrêtés
Décrets législatifs libanais approuvés par arrêtés du haut-commissaire
Fonctionnaires
Haut-commissaire - Haut-commissariat
Mandat
Mission Spears - Forces alliées
Notes de service du haut-commissariat
Office de gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la DGF
Office du Levant à Paris - Vichy et Marseille
Pensions
Personnel
Pouvoirs législatif - Transfert aux États
Procuration
Rapports à la SDN
Services de la délégation dénationale
Transfert des services communs aux États

3. Service législatif et juridique

Bibliothèque du service juridique
Marchés de fournitures
Matériel
Notes diverses du conseiller législatif
Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique et littéraire
Organisation du service juridique
Personnel du service législatif et juridique
Rapports à la SDN

II. France, relations internationales

1. France

Constitution française
État français
France libre - France combattante
Indignité nationale
Légation de France en Syrie et au Liban
Lois françaises (1938-1944)
Pavillon croix de Lorraine

2. Relations internationales

Accords

Conventions
Consuls
Irak
Ligue arabe
Mission Spears - Forces alliées
Palestine
Protocole
Traités
Turquie

III. Affaires militaires, sûreté, justice

1. Guerre, affaires militaires

Armée
Armes et munitions
Blocus
Combattants - Office national des combattants
Défense
Évacuation des troupes
Guerre
Justice
Mobilisation - Privilèges des mobilisés
Pensions
Pigeons voyageurs
Poudres - Service des poudres
Ravitaillement
Réquisitions
Restitutions
Séquestration général des biens ennemis
Servitude militaire
Troupes spéciales du Levant

2. Police, ordre public

Armes et munitions
Censure
Communistes
Contrôle
Douanes
Mœurs - Prostitution
Ordre public
Poudres - Service des poudres

Presse
Stupéfiants

3. Justice

Actes judiciaires et frais judiciaires
Amnistie
Avocats
Casier judiciaire
Conseil d'État
Conseil supérieur du contentieux du haut-commissariat
Extradition
Justice - Juridictions et organisation judiciaire
Magistrats français et libanais
Poursuites et extradition
Prisons
Requêtes
Séquestration judiciaire
Tribunal des conflits

IV. Économie

1. Économie et commerce

Armes et munitions
Affaires économiques
Bulletin économique
Bourses de commerce et de valeurs
Commerce - Commerce et industrie
Contrats - Marchés
Criée - Droit de criée
Douanes
Office des céréales panifiables
Office commercial français
Poudres - Service des poudres
Ravitaillement
Sel
Syndicat du riz
Tabacs et tombac

2. Finances

Amendes collectives
Avoirs à l'étranger
Banque

Biens
Bourses de commerce et de valeurs
Budget
Contrôle des changes
Dettes
Faillite - Syndics de faillite - Finances
Franc français
Impôts
Monnaie
Moratorium
Office des changes
Saisies-arrêts
Taxes
Timbre

3. Sociétés, travaux publics, communications, transports

BBTA
Chemin de fer
Circulation
Compagnies
Mines
Pétroles
Pipe-line IPC
Postes et télégraphes
Raffinerie de Tripoli
Routes
Sabotage
Sociétés
TSF
Transport aérien
Travaux publics
Triangulation

4. Terre et mer

Agriculture
Chasse
Commission des ports de Syrie et du Liban de la délégation générale
Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth
Magasins généraux
Marine
Mines

Pêche
Pétroles
Phares
Pipe-line IPC
Raffinerie de Tripoli
Sériciculture

V. Société

1. Culturel et cultuel

Antiquités
Couvent
Droits d'auteur
Censure des écrits publiés à l'étranger
Censure cinématographique
Instruction Publique
Jeux
Langue officielle
« Les Lettres françaises » Société anonyme d'édition et d'impression
Loterie
Mission culturelle française
Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique et littéraire
Palestine Jewish Colonization Association
Pèlerinage à la Mecque
Personnes morales civiles et religieuses
Presse
Statut personnel des Syriens et des communautés religieuses
Tourisme
Trésor - Découverte d'un trésor

2. Immobilier, foncier

Acquisition d'immeubles
Biens
Cadastre
Concession - Sociétés concessionnaires
Dettes
Domaine de l'État
Expropriation
Loyers
Mines
Palestine Jewish Colonization Association

Séquestre
Services fonciers
Successions
Travaux publics
Urbanisme
Wakfs
3. Populations
Association
Émigration
État civil
Étrangers
Identité - Recensement
Nationalité
Passeports
Recensement
Réfugiés
Statut des juifs
Statut personnel des Syriens et des communautés religieuses
Successions
Travail

4. Santé

Dentiste
Médecins
Pharmacie - Pharmaciens
Rage
Santé, hygiène et Assistance publique

5. Divers

Armoiries
Distinctions honorifiques et décorations
Heure légale
Poids et mesures
Sapeurs-pompiers
Secours